

Repoblikan'i Madagasikara
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana



MINISTERE DE LA REFORME
FONCIERE DES DOMAINES ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE

REGION HAUTE MATSIATRA



REGION HAUTE MATSIATRA

Schéma Régional d'Aménagement du Territoire

PROSPECTIVE TERRITORIALE

CHARTRE REGIONALE

Décembre 2008

IMES

*Ingénierie et Management
de l'Espace*

INGENIERIE ET MANAGEMENT
DE L'ESPACE
BP 11045
POSTE BOUTIQUE DIGUE
LOT VF 30 TER FITROAFANA
TALATAMATY
TEL : 22.480.71 (ou 72 ou 73) ou 032 02 277 94
e-mail : madimes@gmail.com

SOMMAIRE

APERÇU HISTORIQUE.....	4
CADRE STRATEGIQUE DU SRAT	6
A. POSITIONNEMENT DU PRD PAR RAPPORT AU SRAT	7
B. CADRE DE LA PROSPECTIVE REGIONALE	10
• B.3.1. image structurelle et organisationnelle du territoire régional.....	13
C. LES BASES DE L'AMENAGEMENT	13
• C.1.1.les zones de peuplement (population par fokontany).....	14
• C.1.2.les pôles de population.....	16
• C.1.3.le mouvement migratoire	17
• C.2.1 les ressources minières.....	18
• C.2.2 les carrés miniers.....	19
• C.2.3 le tourisme.....	21
• C.3.1 les conditions géographiques de la mise en valeur	22
D. STRUCTURATION DE L'ESPACE	26
• D.1.1 l'utilisation du sol	26
• D.2.1. la structuration en zones homogènes.....	28
• D.2.2. l'organisation du territoire, des services et du reseau de communication permettant les interrelations	29
.polarités de services et d'activités.....	37
• D.3.1. les caractéristiques principales.....	38
les villes.....	39
les zones rurales actives.....	39
les sous espaces intermédiaires.....	40
les sous espaces enclavés	40
E. DIAGNOSTIC TERRITORIAL	41
• E1.1.Une Région encore peu peuplée.....	41
• E1.2..une Région possédant des potentialités considérables au niveau des ressources secondaires (mines, énergie, pêche, forêts)	42
• E1.3.les structures institutionnelles	42

• E2.1. le niveau extrêmement faible des relations unissant entre elles les différentes parties de la Région	43
• E2.2. la quasi inexistence de zones intégrées.....	43
• E2.3. l'inégale répartition des hommes et des ressources	44
• E2.4. les avantages comparatifs extrêmement différents d'une zone à une autre.....	44
• E2.5. la dégradation du milieu naturel	44
• E2.6. les problèmes d'ordre institutionnel	45
F. PROSPECTIVE TERRITORIALE	47
• F1.1. Intégrer le territoire à l'échelle régionale	47
• F.2 l'intégration physique.....	48
• F.3 l'intégration économique	50
• F.4 l'intégration locale.....	52
• F.5 l'intégration sociale.....	54
G. LES ORIENTATIONS DE L'AMENAGEMENT	55
H. STRATEGIES ET PLAN D'ACTION	61
• H.11. Priorité à l'intégration locale.....	61
• H.12. Fonctionnement avec le maximum d'efficacité des activités des zones motrices (villes et zones rurales actives) afin de rendre possible leurs redistributions vers les autres sous espaces...	62
• H.13. Importance particulière à accorder beaucoup plus à l'environnement humain et économique des projets qu'à leur aspect purement technique	62
• H.14. Élaboration des stratégies	62
• H.15. Intensification de la réhabilitation, de la rentabilisation ainsi que de la correction des dysfonctionnements de l'économie régionale	63
• H.16. Priorité à accorder à la relance de la production ayant une triple implication du point de vue territorial.....	63
• H.17. les mesures d'ordre institutionnel	63
• H.2.1 les décisions prises	65
• H.2.2 la maîtrise d'ouvrage et les responsabilités.....	65
BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE	70

Liste des Cartes

- .les zones de peuplement (population par fokontany)
- .les pôles de population
- .le mouvement migratoire
- .les ressources minières
- .les carrés miniers
- .les conditions géographiques de la mise en valeur
- .le tourisme
- .l'éducation et la santé
- .les activités de transformation
- .le réseau poste et de télécommunication
- .l'eau et l'électricité.
- .la hiérarchie d'agglomération
- .les polarités de services et d'activités
- .les sous espaces fonctionnels de la région
- .l'intégration physique
- .l'intégration économique
- .l'intégration locale
- .l'image a court terme
- .la phase de renforcement, d'intensification et de diversification
- .la phase d'expansion
- .le schéma régional d'aménagement du territoire

Tableau

- .les principales ressources
- . les sites touristiques existants et leurs particularités (exploités ou non exploités)
- .présentation des conditions de mise en valeur
- .usage du sol
- .répartition des activités industrielles
- .l'Image à court terme, Phase PRD
- .la phase de renforcement, d'intensification et de diversification

REGION HAUTE MATSIATRA

Schéma Régional d'Aménagement du Territoire

APERÇU HISTORIQUE

La Région HAUTE MATSIATRA est située hautes terres méridionales de Madagascar, entre 45°51 et 47°41 de longitude Est et 20°68 et 22°21 de latitude sud. Cette région est entourée de quatre Régions:

- la Région Amoron'i Mania, au nord
- la Région Ihorombe au sud
- la Région Vatovavy Fitovinany, à l'est
- la Région de Menabe et d'Atsimo Andrefana, à l'ouest.

Elle est desservie par deux axes radiaux de grande communication routière dont la Nationale 7 reliant Antananarivo à Toliara, la Nationale 25 vers le Sud- est .

La région HAUTE MATSIATRA est subdivisée en cinq districts et 82 communes dont 3 urbaines.

L'histoire de la Région Haute Matsiatra est partie intégrante de l'histoire du Betsileo. Si Betsileo est, en effet, le nom donné à la population allant de Fandriana, Ambositra, Ambohimahaso, Fianarantsoa, jusqu'à Ambalavao, Ambalavao étant le dernier centre Betsileo. La Région Haute Matsiatra s'étend d'Ambohimahaso à Fianarantsoa et Ambalavao.

« Betsileo »: les invincibles sont encore appelés « Andriambohitsombilahy » les seigneurs des montagnes riches en bétail. Il semble que le premier royaume soit né aux sources du Matsiatra, près de la falaise orientale. Au XVI^{ème} siècle, un roi Rahasamanarivo fixa sa capitale à Mitongoa. C'est le début du royaume de Lalangina. Par la suite, trois nouveaux royaumes se créèrent Arindrano, Isandra, Manandriana, commandés chacun par un roi « un hova », d'où 4 histoires distinctes. Les royaumes sont organisés le long de la Matsiatra. Les royaumes betsileo, morcelés par les montagnes, n'avaient pu réaliser leur unité et furent placés sous la suzeraineté du royaume merina.

Les territoires du Sud de Matsiatra forment la province Betsileo sous les ordres du gouverneur de Fianarantsoa.

En 1870, dans le pays Betsileo s'installent Anglicans, luthériens de Norvège et Quakers (FFMA).

En 1871, la mission catholique des pères jésuites s'installe dans le pays betsileo où une lutte d'influence se déroule avec les Protestants.

En 1873, les Betsileo ont reçu de Ranaivalona II lors de son passage à Fianarantsoa le 4 Septembre, un code spécial de 118 articles remplaçant les ordonnances édictées par Radama I en 1815.

C'est une région de peuplement qui devint très vite relativement surpeuplée dans sa partie habitée. Les Betsileo sont à la recherche de terres à transformer en rizières. Dès 1895, les Betsileo occupent Ihosy, les vallées de l'ouest sakalava, le nord de l'Imerina (le long de la Betsiboka, Marovoay et Maevatanàna) qu'ils colonisent systématiquement .

C'est une région traditionnellement agricole en dépit des difficultés des conditions physiques. Les principales villes de la région sont des sites fortifiés devenu centre administratif : Ikalamavony est un ancien fort militaire merina, Ambohimahasoa un ancien poste militaire, Fianarantsoa et Ambalavao. C'est aussi une région connue pour sa tradition guerrière contre les razzias des Sakalava et des Bara.

CADRE STRATEGIQUE DU SRAT

La stratégie de développement du pays est définie dans le Madagascar Action Plan (MAP). Son défi numéro 6 prévoit de mettre à jour le PRD. Parallèlement à cela, la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (PNAT) prévoit de doter les régions de document de planification permettant de territorialiser les actions régionales et de les intégrer spatialement dans une vision à plus long terme. L'élaboration de Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) se situe dans ces cadres stratégiques.

La place des collectivités territoriales décentralisées s'est renforcée avec la décentralisation, les capacités indispensables à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage restent encore limitées. Elles sont devenues des acteurs incontournables, mais le soutien au développement territorial est encore à ses débuts. La question de l'aménagement de l'espace, de la durabilité des investissements et des ressources constitue une entrée stratégique pour articuler le développement. La multiplicité des questions et la complexité des ancrages institutionnels des projets de développement, nécessitent la définition d'un cadre qui coordonne et guide les différentes interventions. Ceci suppose de prendre en compte les dynamiques d'acteurs et les règles qui les régissent sur des bases territoriales et fonctionnelles.

Le SRAT n'est pas un document indépendant. Déterminé sur un horizon de 20 ans, il intègre les orientations générales de l'utilisation du territoire régional. De ce fait, les articulations, avec les autres outils de planification (PRD, PCD) doivent être recherchées.

Plus orientatif, le SRAT constitue un cadre de cohérence de ces outils. A ce titre, pour la région comme le PRD étant déjà élaboré, le tableau ci-dessous, visualise les liaisons entre le SRAT et le PRD.

A. POSITIONNEMENT DU PRD PAR RAPPORT AU SRAT

PRD	SRAT
Processus de réflexion, de concertation et de coordination avec la participation de toutes les parties prenantes du développement	Outil de négociation avec les partenaires financiers et techniques : articulation entre Etat (SNAT), Région (SRAT) et ses émanations
Processus itératif nécessitant une adaptation progressive par rapport aux opportunités et aux menaces	idem
Outils de communication et de concertation ainsi que de promotion du partenariat entre la Région, le Public, le Privé, la Société civile, les CTD et les communautés de base	idem
Document de planification et de mise en œuvre : - vision, objectifs, stratégies - détermination de la mise en œuvre et de la mise en place des cadres de suivi /évaluation	Conformité de V.O.S avec la Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire (localisation, spatialisation de la vision, objectifs et stratégies)
Définir, cadrer, orienter et coordonner les interventions selon une vision régionale commune et cohérente à tous les niveaux et dans tous les secteurs	Définir, cadrer, orienter et coordonner les interventions selon une base de la structuration de l'espace régionale
Document de planification de mise en œuvre de Vision-Objectif-Stratégie « V.O.S »	Document de planification de mise en œuvre de « V.O.S » spatiaux

Critères de différenciation des zones et polarités

PRD	SRAT
Zone à polarités de croissance économique consolidée : <i>critère</i> = concentration des activités économiques ou des filières : -Secteur agricole (volume de production par branche d'activité ex. : riz, café, viticulture, huiles essentielles...) -Secteur d'élevage -Artisanat -Tourisme -Forêt -Mines et minerais	Couloir de la RN7 - Nœud de communication - rupture de charge: réseau de marchés, - relais gares routières : taxis brousse. - Flux
Zone à polarités de croissance économique à renforcer : <i>critère de pauvreté</i> Le temps consacré au salariat agricole Durée de la période de soudure Facilité ou non de l'accès à la terre Enclavement et potentialités naturelles <i>critère</i> : faible niveau de concentration des filières jugées porteuses associées à des potentiels naturels et/ou des dynamiques locales spécifiques	- Sous espaces périphériques: - Zones de filières agricoles mal intégrées aux zones urbaines
PRD	SRAT

Zones à polarités urbaines, périurbaines et suburbaines : critère : justification de l'intégration des communes suburbaines dans les polarités urbaines et périurbaines	Sous espaces fonctionnels : - <u>Sous espaces centraux</u> : - villes disposant de vaste arrière pays, petites ou moyennes villes au cœur de zone agricole densément peuplé, petites ou moyennes villes dans une zone faiblement mise en valeur - Zones rurales bien intégrées à l'espace régional et à l'économie des zones urbaines
Analyse sectorielles des activités économiques avec des cartes thématiques sans synthèses spatiales ex. : carte régionale de la filière viticulture, de la riziculture, du tabac...	Cartes de synthèses des zones de concentration des activités et/ou des filières porteuses et des projets d'investissement
Les facteurs de localisation des activités et des projets sont peu développés (p.26-27)	Facteurs de localisation à mieux développer et à cartographier
Orientation de l'aménagement (traduction spatiale) Intégration physique : genres d'infrastructure à implanter dans les zones identifiées Intégration d'aménagement : raccorder les zones identifiées Intégration sociale et institutionnelle : groupes et associations	

B. CADRE DE LA PROSPECTIVE REGIONALE

Afin de pouvoir avancer dans la mise en œuvre de la politique de décentralisation, Madagascar a mis en place les Régions. Cette décision stratégique a apporté des changements dans la façon de mener les actions de développement du pays. Ce sont les Régions, en tant que circonscriptions administratives et collectivités territoriales décentralisées, qui assurent la coordination et la facilitation de toutes les actions visant à développer leurs ressorts territoriaux.

Des plans visant l'appropriation et la responsabilisation des acteurs régionaux sur le processus de développement régional ont été élaborés et mis en œuvre (PRD et PRDR). Il s'agit des outils intégrant les problématiques de développement régional et permettant de programmer les actions à entreprendre en fonction des priorités, et ce, pour des termes bien fixés. Ces actions sont cadrées par des axes stratégiques sur les plans social et économique et ainsi que de la bonne gouvernance.

Pour avancer, Madagascar a élaboré le Madagascar Action Plan, qui est fondé sur la vision Madagascar Naturellement, et inspiré des expériences du pays dans la mise en œuvre du DSRP. Le MAP n'efface pas les expressions des besoins des Régions qui sont mis en relief dans les PRD. Il vient renforcer la mise en œuvre de ces derniers, en mettant en cohérence les programmes gouvernementaux. Bon nombre de ses projets sont déjà localisés au niveau régional, et /ou deviennent des mesures d'accompagnement dans la concrétisation des plans régionaux.

La réalisation du MAP constitue le principal défi pour Madagascar, face à l'atteinte aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en général, et aux exigences de la mondialisation et l'intégration régionale, en particulier. Plusieurs concertations nationales et régionales ont été tenues, afin de le mettre en cohérence avec les PRD. Une redéfinition de la priorisation des actions régionales, suivie d'une mise en corrélation des deux documents ont amené les Régions au montage des « MAP régionaux » qui sont déjà mis en œuvre depuis plus d'un an.

Etant un processus englobant, à la fois, des aspects thématiques et opérationnels, la mise en œuvre des PRD, et par la suite, des MAP régionaux, est sujette à des difficultés, dont les principales causes peuvent être parmi celles citées ci-dessous :

- Bon nombre d'acteurs ne comprennent pas bien les idées fortes et le contenu de ces plans, à cause de l'insuffisance de l'IEC et du manque de précision dans la formulation des lignes d'actions. Ils n'arrivent pas à se positionner par rapport aux opportunités et aux besoins y afférents.

- La vitesse de la décentralisation des moyens et de l'affectation des latitudes aux services déconcentrés régionaux dans la prise de décision se trouve encore très limitée, du fait de la mise en place encore récente des Régions.
- La frontière, ainsi que le continuum entre les PRD et les PCD ne sont pas lisibles. Dans la plupart des cas, les PCD ont été élaborés de manière isolée. Avec l'insuffisance des capacités des instances communales, cette situation oblige les Régions de faire descendre leur suivi au niveau communal, au détriment de la décentralisation, malgré leurs moyens encore limités.
- Les modalités pratiques du suivi de la mise en œuvre de ces plans (*procédure de gestion des informations, outils de suivi permettant de savoir « qui fait quoi, comment et quand, quels problèmes et quelles solutions »*) ne sont pas toujours bien cernées par les acteurs.
- Il y a souvent des divergences de stratégies et d'approches entre les acteurs et les partenaires du pays, associées à une faible structuration des demandes émanant des acteurs régionaux. .
- Les PRD et/ou les MAP régionaux, eux-mêmes, ne permettent pas de localiser et de coordonner les interventions sur le territoire régional. En effet, les politiques et programmes élaborés, jusqu'à présent, qu'elles soient générales, sectorielles ou locales, s'inscrivent sur le territoire par la réalisation d'infrastructures, d'équipement et la mise en place de services.

C'est dans le but de remédier à ces problèmes, que l'on accorde une importance à l'aménagement du territoire. Il s'agit d'un acte élaboré de manière participative, en faisant intervenir les trois groupes d'acteurs : secteur public, secteur privé et société civile. Il vise à assurer la cohérence entre interventions sectorielles et territoriales, en tenant compte des enjeux, des contraintes, des potentiels du territoire et des initiatives des acteurs.

La valorisation du concept d'aménagement du territoire passe par la définition d'une Politique Nationale (Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire ou PNAT) cohérente avec le Programme National de Décentralisation et de Déconcentration. La PNAT propose des orientations stratégiques basées sur l'efficience territoriale, le développement régional et urbain, la promotion des zones significatives, la gestion durable des ressources naturelles, et la maîtrise des données et de la communication. Ce sont en même temps des critères de localisation des actions de développement à tenir en compte dans le SRAT.

Au niveau régional, les actions de coordination doivent être menées à travers l'exploitation d'un outil de référence à caractère orientatif, spatialisé et défini pour le long terme : le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire. Cadré par la PNAT, et intégrant tous les instruments de

gestion territoriale et les plans régionaux (sectoriels et transversaux), le SRAT constitue pour la Région, en tant qu'ensemble d'acteurs, un élément de référence devant fixer ses orientations, sans ou avec tous les partenaires publics et privés.

Initié par le Ministère chargé de l'Aménagement du Territoire (MRFDAT), le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) est mené dans le cadre d'un exercice participatif, réunissant les services déconcentrés, les collectivités et les acteurs du secteur privé et associatif ont prouvé leur capacité à produire des analyses circonstanciées du territoire régional. Ce diagnostic débouche sur une analyse prospective.

B.1. Approche

Il s'agit de déterminer comment le territoire régional peut, par sa meilleure utilisation et sa mise en valeur, contribuer à concrétiser la vision de développement de la Région

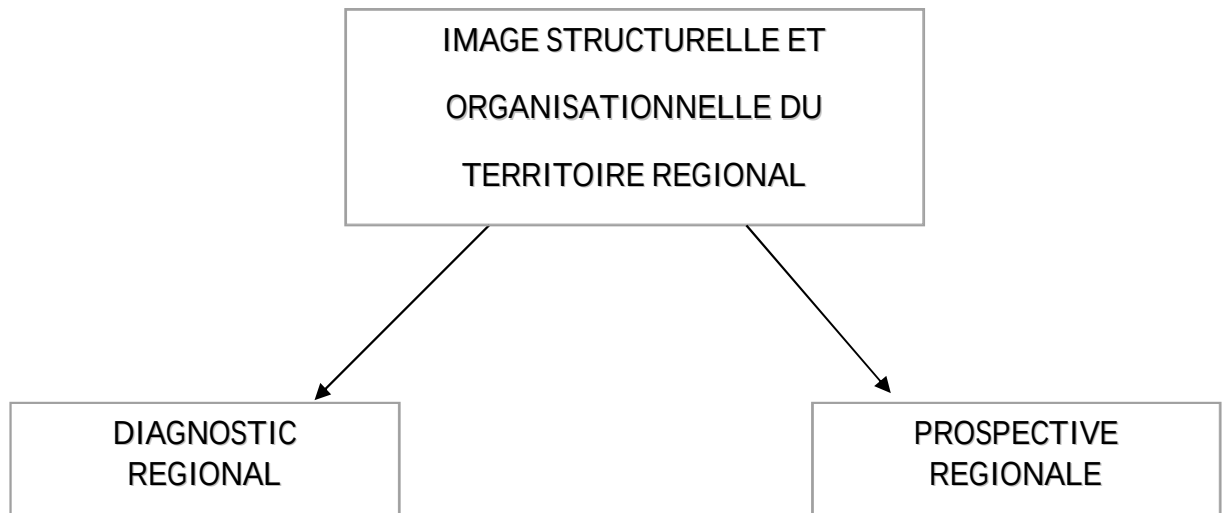
B.2 Objectifs généraux de la démarche

- Rationaliser l'occupation du territoire régional en passant par la fixation de la vocation optimale des sols
- Articuler entre elles les différentes zones et déterminer les modalités pratiques de leur contribution dans l'atteinte des objectifs et stratégies de la région
 - Promouvoir le développement plus harmonieux et équilibré du territoire régional afin de réduire les disparités économiques et sociales entre les différentes zones
 - Déterminer les modalités institutionnelles permettant une participation effective des structures de gouvernance déconcentrées et décentralisées

B.3 Démarche

Le diagnostic territorial constitue la base de la démarche prospective. La connaissance et l'analyse de la structure spatiale de la région permet de déterminer les atouts et les problèmes, base d'élaboration de la prospective.

Le schéma ci-dessous résume les étapes de la démarche.



- B.3.1. image structurelle et organisationnelle du territoire régional

Une démarche d'investigation et de connaissance du territoire est à la base de l'élaboration du diagnostic du territoire. Dans un premier temps, il s'agit de dresser, sur la base des données disponibles l'image structurelle et organisationnelle du territoire régional. De cette image de base, les éléments fondamentaux du diagnostic territorial ont été déterminés:

- Disfonctionnement en matière de la répartition dans le territoire régional des facteurs de localisation des activités
- La répartition des potentialités naturelles, humaines et économiques
- Les atouts du territoire régional par rapport aux possibilités de son occupation et de son aménagement pour le futur.

C. LES BASES DE L'AMENAGEMENT

L'aménagement du territoire est le résultat de l'interaction de l'action humaine avec le territoire. La connaissance de la répartition de la population, ses mouvements, son mode de vie sont à la base de l'aménagement du territoire de la région. Ce sont les zones de peuplement qui permettent de situer les aires mises en valeur.

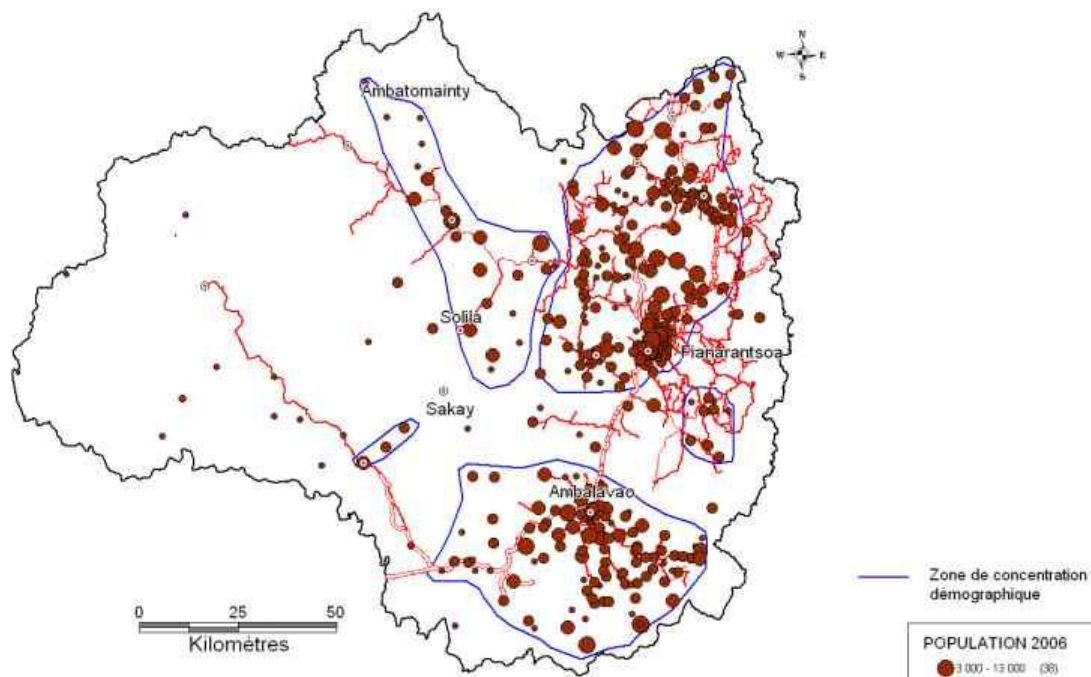
C.1. Les hommes

- C.1.1.les zones de peuplement (population par fokontany)

La cartographie de la population par fokontany de plus de 1000 habitants donne une image de la répartition spatiale de la population. La partie Est de la région est la principale zone de concentration humaine. La plus grande tendance est l'expansion du peuplement vers le nord ouest du côté d'Ikalavony. Ces zones sont les points d'ancrage traditionnel de la population du Betsileo.

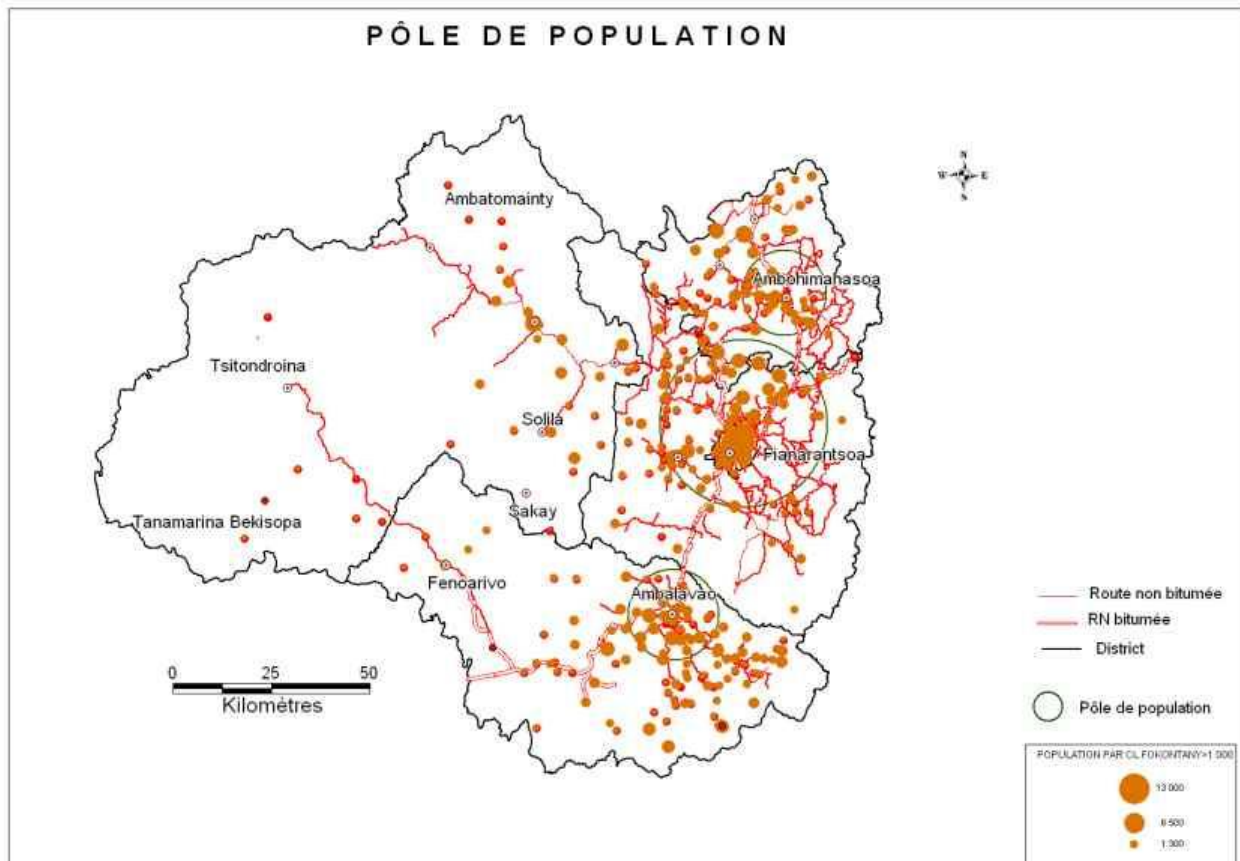
D'une manière générale le reste de la zone est occupé d'une manière discontinue avec des centres isolés.

ZONES DE PEUPLEMENT



- C.1.2.les pôles de population

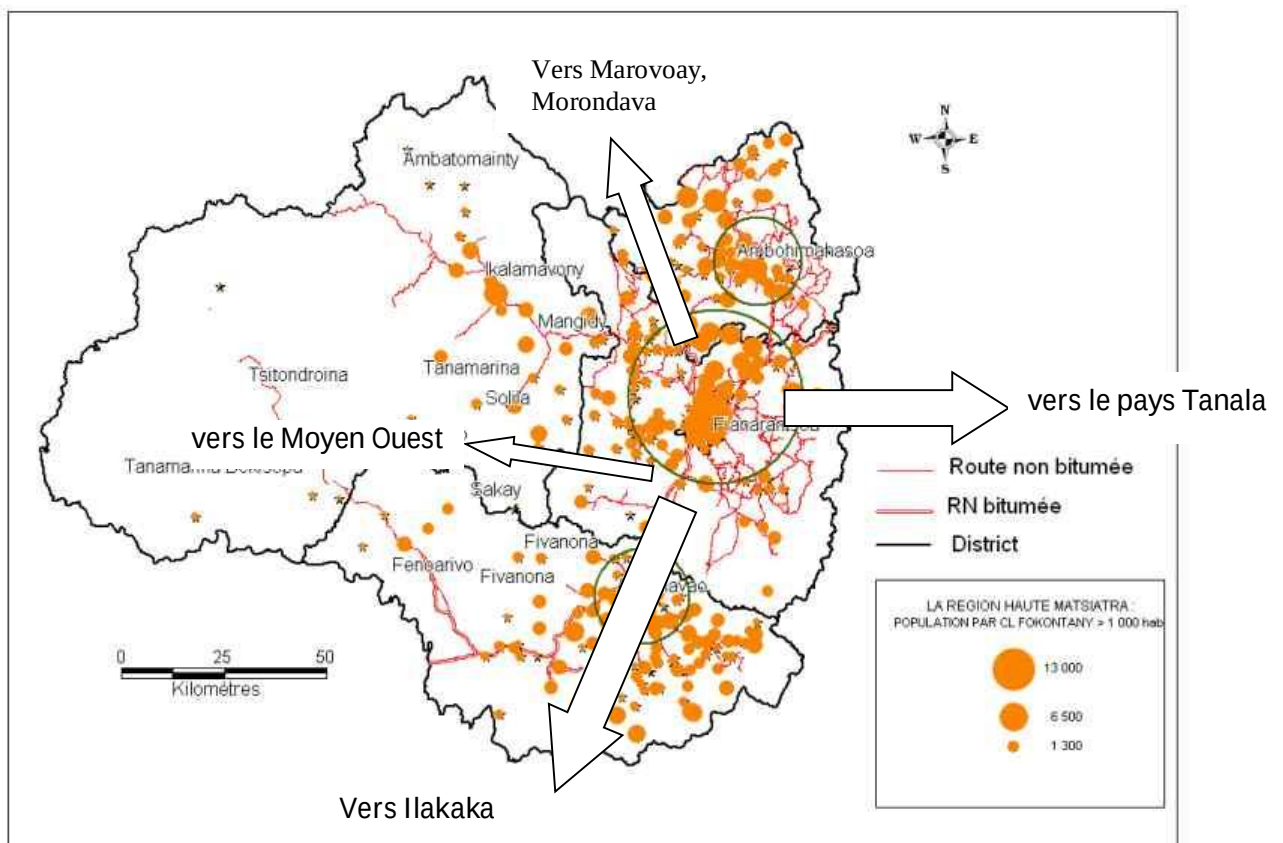
Les zones de peuplement sont organisées autour de pôles de concentration humaine. Au nombre de 3, ces pôles sont Ambohimahasoa, Fianarantsoa et Ambalavao qui sont les anciens centres administratifs de la région. Mais d'autres pôles sont en gestation comme Ikalamavony, Fenoarivo.



- C.1.3.le mouvement migratoire

La région est connue pour être une zone de départ depuis la fin du XIXème siècle. Les principales directions de l'émigration sont le pays Tanala, Ilakaka (région Ihorombe) et le Moyen Ouest (plaine du Zomandao et d'Ikalamavony) pour la zone proche et les plantations de l'Ouest et du Nord Ouest (Marovoay et Morondava).

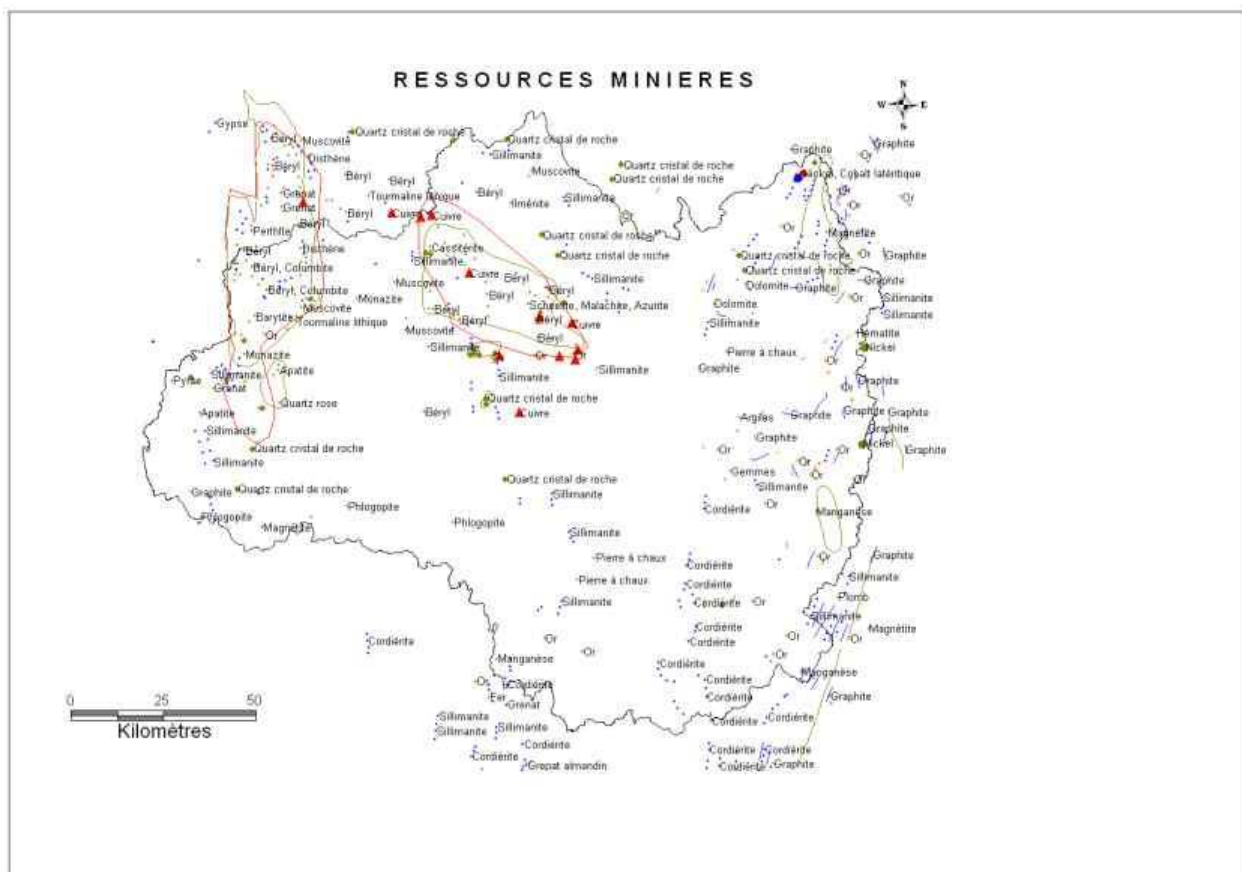
Le principal moteur de ce mouvement est lié à l'exiguïté des terres aménageables entretenant une surpopulation relative.



C.2. Les ressources naturelles

• C.2.1 les ressources minières

D'après la carte minière, la région regorge de gemme et de minéraux. Le béryl est toutefois prédominant. Son importance économique est indéniable, il intéresse le commerce international et son prix est stable. Il continuera à être exploité d'une façon constante à l'avenir.

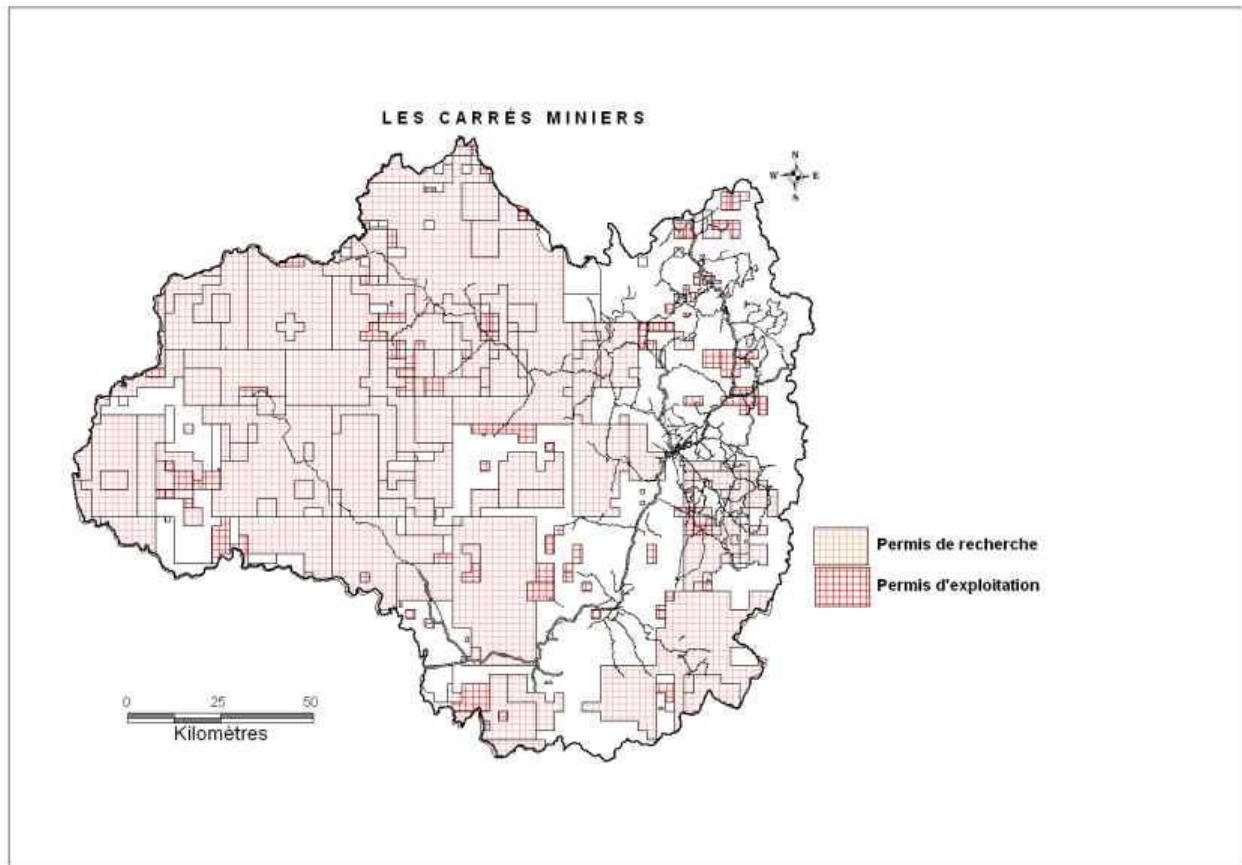


.Les principales ressources

NOM	SECTEUR	TONNAGE	TENEUR
Béryl	VOHEMAR	435 t BeO	
Béryl, Columbite	VOHIMENA	37,9 t Nb2O5	
Béryl, Columbite	VOHIMENA	0,25 t Nb2O5	
Perthite	AMPANDRAMAIIKA, MALAKIALINA		
Béryl	VOHEMAR	51 t BeO	

NOM	SECTEUR	TONNAGE	TENEUR
Béryl, Columbite	VOHIMENA	1 t Nb2O5	
Magnétite	TSITONDROINA	30 Mt métal	35 %
Béryl, Columbite	VOHIMENA	1 t Nb2O5	
Béryl	VOHEMAR	39 t BeO	
Béryl	VOHEMAR	37 t BeO	
Béryl, Columbite	VOHIMENA	5 t Nb2O5	
Béryl	VOHEMAR	13 t BeO	
Grenat	AMBOROMPOTSY Ouest		
Béryl, Columbite	VOHIMENA	1 t Nb2O5	
Béryl, Ferbélite, Scheelite, Wolframite	MALAKIALINA		
Béryl	IKALAMAVONY	76 t BeO	
Scheelite, Malachite, Azurite	IKALAMAVONY		
Béryl	IKALAMAVONY	10,5 t BeO	
Or	IKALAMAVONY		

- C.2.2 les carrés miniers



L'exploitation minière est du domaine des petits exploitants en général. Du point de vue de l'aménagement régional, la question minière ne constitue pas un problème majeur car elle est surtout localisée dans les zones faiblement peuplées ou difficilement aménageables.

- C.2.3 le tourisme



.Tableau : Sites touristiques existants et leurs particularités (exploités ou non exploités)

DISTRICT	COMMUNE	FKT	TYPE
AMBALAVAO	SENDRISSOA	Namoly Nord	Piscine naturelle, parc villageois
AMBALAVAO	AMBOHIMAHAMASINA	Ambondrombe	Faune et flore
FIANARANTSOA	FIANARANTSOA	Kianjasoa	Vestige du palais de Rabolobolo
FIANARANTSOA	FIANARANTSOA	Vieille Ville	Site de la résidence du premier Gouverneur Merina
FIANARANTSOA	FIANARANTSOA	Antsahamasina	Domaine viticole des Jésuites
ISANDRA	MAHAZOARIVO	Mahazoarivo	Vestige du palais d'Andriamanalina
ISANDRA	FANJAKANA	Ranomafana	Source Thermale
ISANDRA	SOATANANA	Soatanàna	Village des apôtres
LALANGINA	MAHATSINJONY	Mont Ambohipo	Vestige du palais d'Andrianonifoloalina
LALANGINA	AMBOHIMAHA	Ambohimaha	Ecriture non déchiffrée
VOHIBATO	MASOHABE	Mitongoa	Vestige d'un palais royal
VOHIBATO	ANDRAINJATO	Andrainjato	Vestige d'un palais royal

C.3 Les ressources agricoles : sols, zones agronomiques

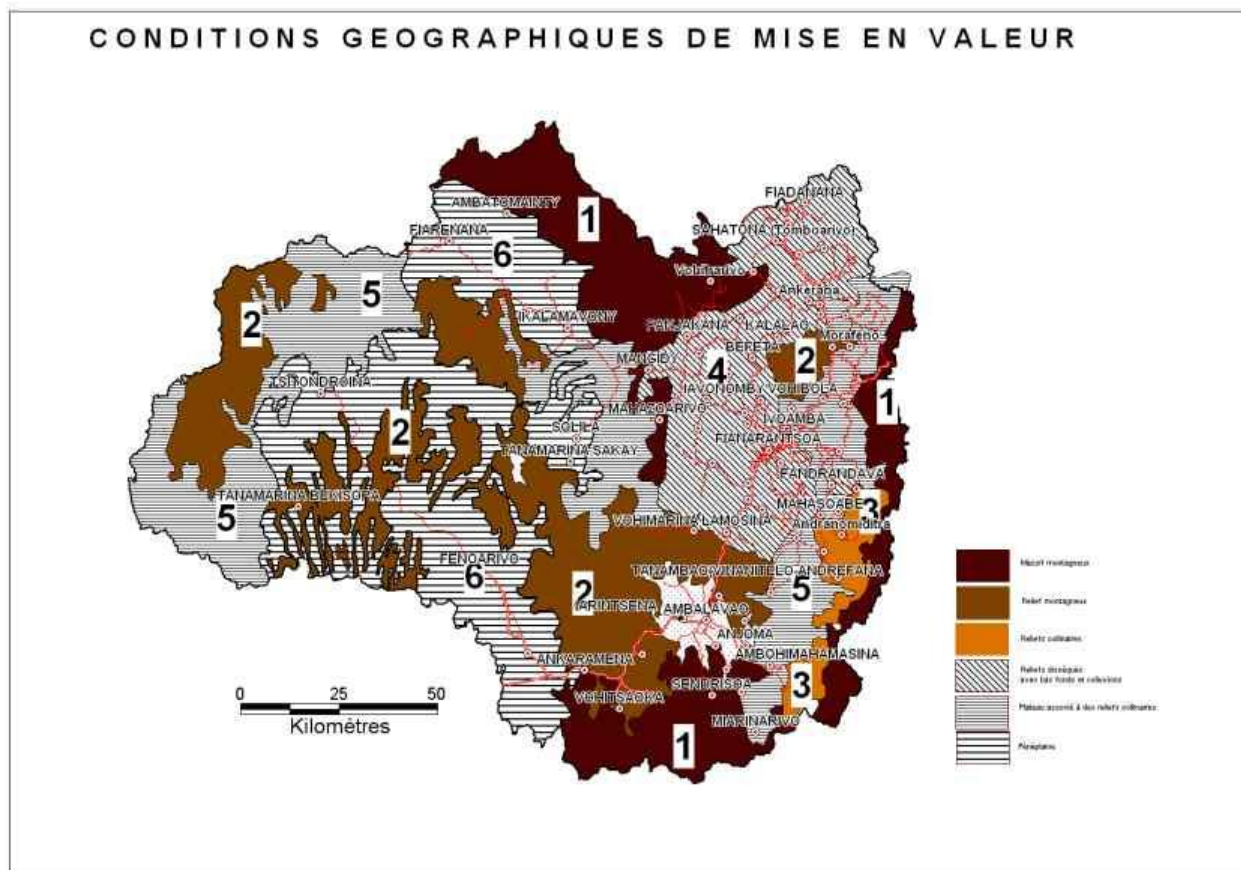
- C.3.1 les conditions géographiques de la mise en valeur

Les unités physiques de la région et leurs aptitudes culturales :

Six grandes unités de reliefs distinguent la région les: 1- Massifs montagneux, 2- Reliefs montagneux, 3- Reliefs collinaires, 4- reliefs disséqués avec bas-fonds et colluvions, 5- plateau associé à des reliefs collinaires, 6- pénéplaine.

Des subdivisions existent à l'intérieur de chaque unité en fonction de leur forme, de leur lithologie et de leur processus d'aplanissement.

La diversité du paysage résulte de leur mode de mise en place, surface II ou surface III conservée ou rajeunie, associés à des glaciaires d'ablation et d'épandage, relief résiduels, reliefs appalachiens, reliefs de dissection ou interfluviaux, plaine. La nature du sol est souvent ferrallitique mais les potentialités agronomiques varient selon les conditions de pente, l'épaisseur de l'humus et la compacité du sol.



Dans son ensemble, les possibilités de mise en valeur sont limitées à l'Est et au Sud. Ce sont des zones de massifs montagneux constitués par la bordure de la falaise orientale qui correspond par ailleurs avec la forêt dense protégée et le Sud coïncide avec le massif de l'Andringitra. Néanmoins, les zones de reliefs disséqués avec bas-fonds et colluvions, les plateaux et les pénéplaines offrent des possibilités évidentes de mise en valeur.

Les conditions de mises en valeurs, pour chaque unité, sont résumées dans le tableau suivant :Les conditions de mises en valeurs, pour chaque unité, sont résumés par le tableau suivant :

.Tableau : Présentation des conditions de mise en valeur

Unité Physique	Conditions Géographique	Cultures possibles	Contraintes écologiques
1- Massifs montagneux	Bordure montagneuse massifs montagneux	Café arabica, thé, arachide,	Contrôle rigoureux de la pratique du tavy
2- Reliefs montagneux	Relief résiduels et de dissection	Café arabica, thé, arachide, arboriculture	Reboisement de la partie sommitale, aménagement en terrasse,
3- Reliefs collinaires	Succession de colline	Café arabica, thé, arachide, maraîchage	
4- reliefs disséqués avec bas-fonds et colluvions	Ferralitique rajeuni sur versants, sols d'apport et colluvions	Café arabica, thé, arachide, maraîchage	Reboisement de la partie sommitale, aménagement en terrasse, fumure de base nécessaire
5- plateau associé à des reliefs collinaires	Relief dérivés de S3 (surface d'aplanissement fin tertiaire), vallon	Arachide, blé, maïs, manioc, haricot, voanjobory, oignon, tomate, soja, arboriculture	Sols aux propriétés physiques intéressantes mais soumis à l'érosion : courbe de niveau, lutte contre les feux de brousses, fumure et redressement sur les hauteurs
6- pénéplaine	reliefs dérivés de S3 et S2 conservés	Arachide, blé, maïs, manioc, haricot, voanjobory, oignon, tomate, soja,	idem

Unité Physique	Conditions Géographique	Cultures possibles	Contraintes écologiques
		arboriculture	

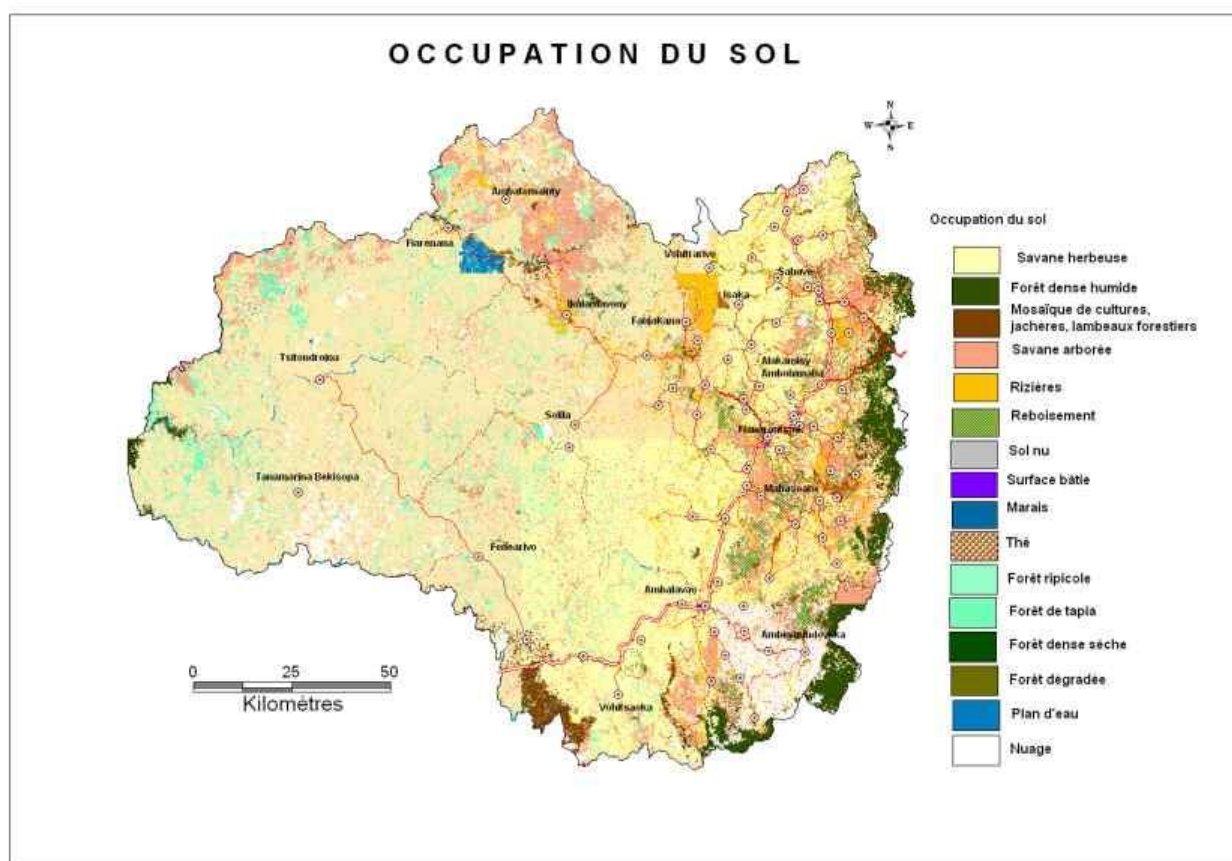
D. STRUCTURATION DE L'ESPACE

Le territoire, l'espace appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux, est caractérisé par son mode d'aménagement et de gestion. Ce lien entre le fait humain et l'influence de la nature, faisant intervenir le relief, le climat et la végétation, mais aussi la densité de population, le mode d'habitat, les activités, les usages et les mentalités, déterminent l'unité du territoire et s'inscrit dans le paysage de façon homogène. Cette unité homogène forme une région ou une sous région naturelle. Les rapports de production, le réseau d'échanges et la valeur de l'espace-marchandise modèlent et structurent cette région pour former une région polarisée.

En conséquence, l'aménagement régional est un système particulier de relations unissant hommes et lieux dans un espace spécifique. L'étude de ces relations (région naturelle) et l'éclairage de ces structures (région polarisée) doivent aboutir à une caractérisation réelle du territoire et de ses évolutions.

D.1 Les images de base

- D.1.1 l'utilisation du sol



Le territoire régional est faiblement mis en valeur, les cultures agricoles représentent à peine 4% et le reboisement est à moins de 2% de la surface totale. Le cadre bâti dont les villes, reste encore invisible 0,03%. Savanes et forêts peuplent le reste de l'espace.

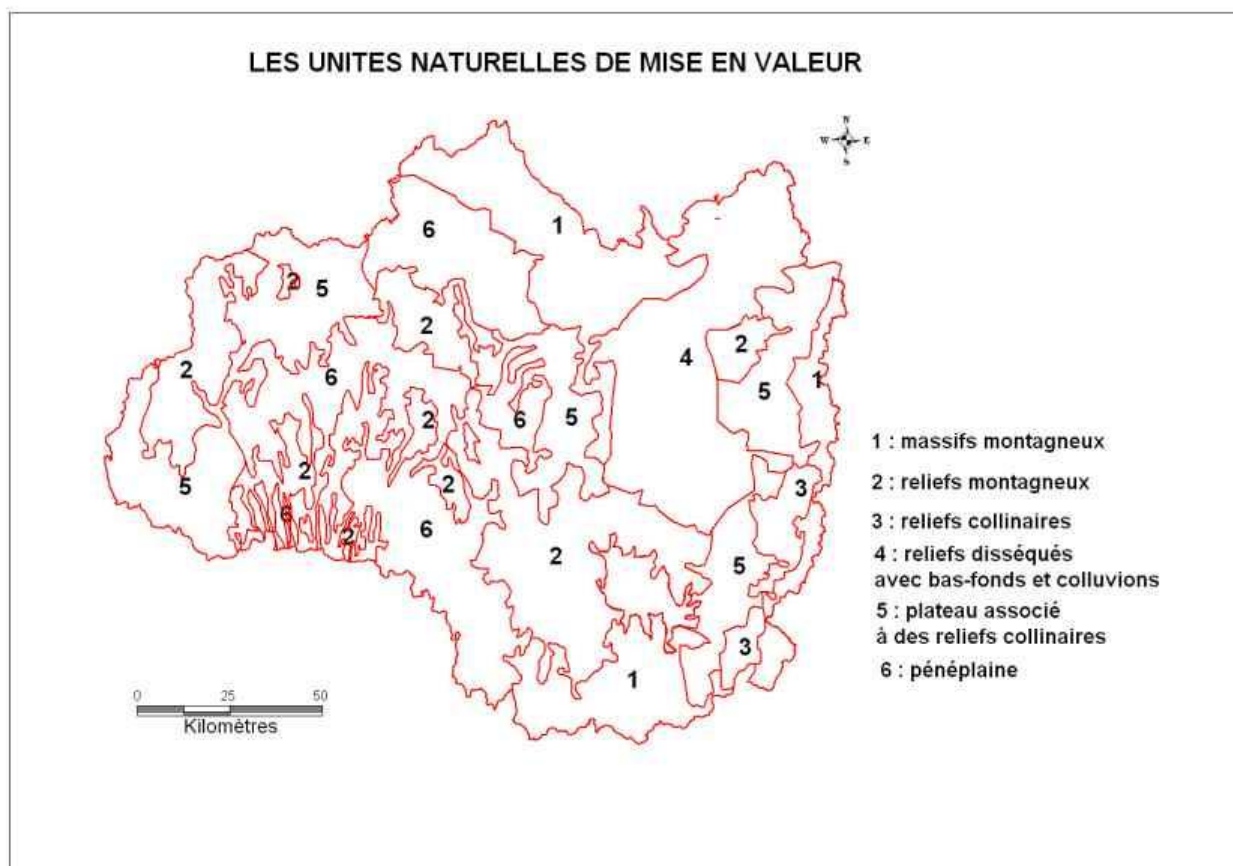
.tableau usage du sol

Noms	Superficie 2000(Ha)	Superficie 2005(Ha)	%
Forêts denses humides	104306	103914	4,9638533
Forêts denses sèches	6502	6463	0,30873014
Forêts sèches dégradées	136	134	0,00640103
Forêts sclérophylles	1954	1948	0,09305374
Forêts ripicoles	14241	14190	0,67784012
Savanes et/ou pseudosteppes avec éléments ligneux	148516	148455	7,09152609
Savanes et/ou pseudosteppes sans éléments ligneux	1663161	1666108	79,5880796
Peuplements de pins	33210	32156	1,53605546
Peuplements d'Eucalyptus	7186	7020	0,3353374
Plans d'eau	7312	7312	0,3492859
Formations marécageuses	12470	12470	0,59567768
Mosaïque de cultures	18492	18492	0,88334176
Rizières	68840	68840	3,28840831
Sols nus et sables	4712	4712	0,22508687
Surfaces bâties	830	830	0,03964815
Autres ou mélangées	370	370	0,01767448
			100

D.2. La structure du territoire

• D.2.1. la structuration en zones homogènes

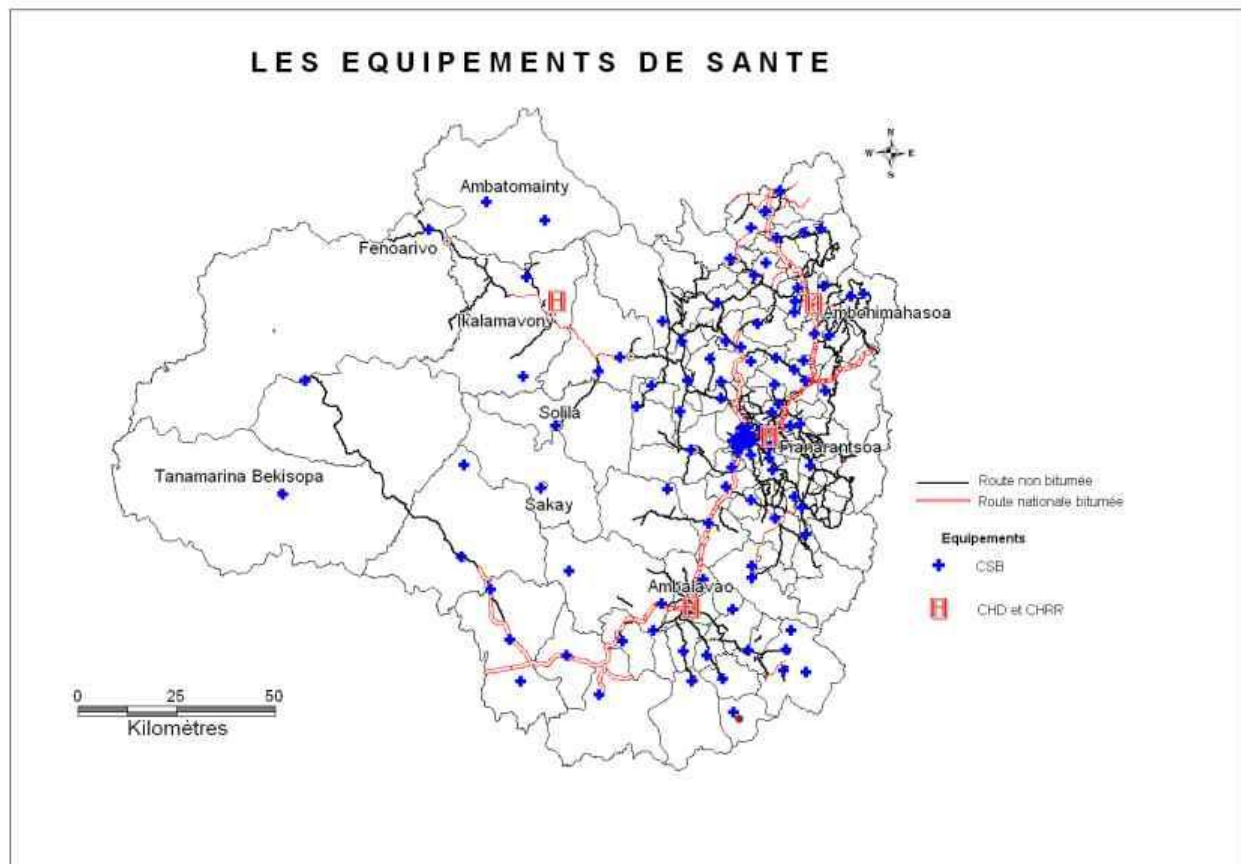
Les zones homogènes sont de deux sortes, les unités naturelles et les zones organisées autour des axes routiers, les foyers de peuplement et les agglomérations qui en constituent les pôles d'animation et d'encadrement.



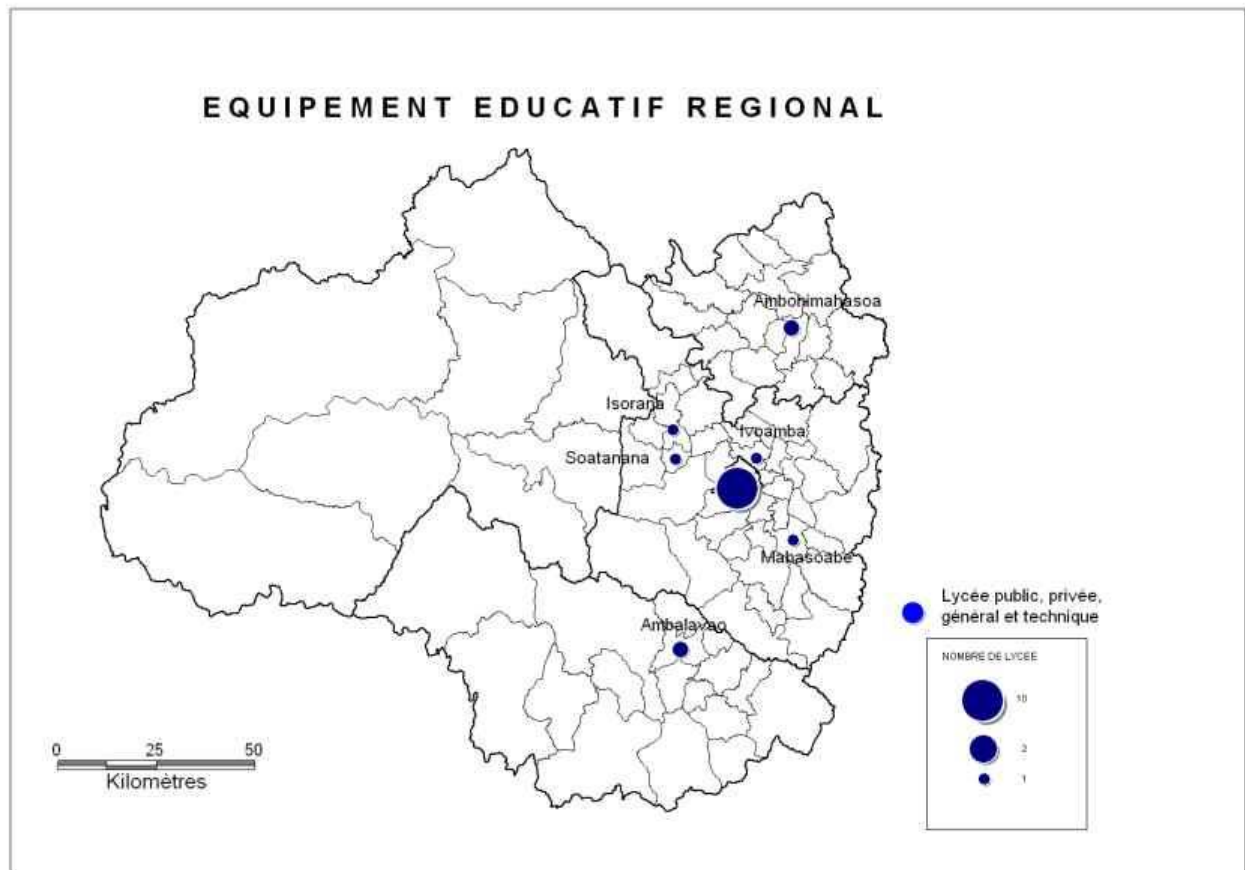
Code Unité	NATURE	CARACTERISTIQUE	SURFACEKM2	%
1	Massifs montagneux		3602	16,9769524
2	Reliefs montagneux	reliefs résiduels et de dissection, massifs montagneux	4699	22,1473347
3	Reliefs collinaires	dérivés de S3, vallon	835	3,9355234
4	reliefs disséqués avec bas-fonds et colluvions	ferr raj sur versants, sols d'apport et colluvions	2839	13,3807796
5	plateau associé à des reliefs collinaires		4391	20,6956686
6	Pénéplaine		4851	22,8637413
	TOTAL GENERAL		21217	100

- D.2.2. l'organisation du territoire, des services et du reseau de communication permettant les interrelations

.éducation et santé



	CSB1	CSB2	CHD1	CHD2	CHRR
FIANARANTSOA I	4	31			1
ANTANANARIVO ATSIMONDRANO	14	39			
AMBALAVAO	15	22	1		
AMBOHIMAHASOA	6	20	1		
IKALAMAVONY	4	9	1		
TOTAL REGION	43	121	3	0	1



Les équipements de santé et d'éducation se calquent sur la carte du peuplement. De ce point de vue, la distribution des services est relativement hiérarchisée et sont répartie en fonction du réseau d'agglomération dont le maillage reflète la discontinuité spatiale régionale.

La capitale régionale et les pôles de population que sont les chefs lieux de district sont dotés des services de niveau supérieur, lycée, hôpitaux. Le niveau d'équipement des autres centres va dépendre de leur rang au sein du réseau d'agglomération.

activités de transformation

Les activités de production de la région son majoritairement localisées dans Fianarantsoa 1, suivi de loin d'Ambohimahasoa et d'Ikalamavony. L'agro alimentaire est la branche dominante, suivi par la confection et le textile puis par les travaux du bois et les matériaux de construction.

Le secteur est dominé par les MPE et PME comme les rizeries et autres scieries etc.

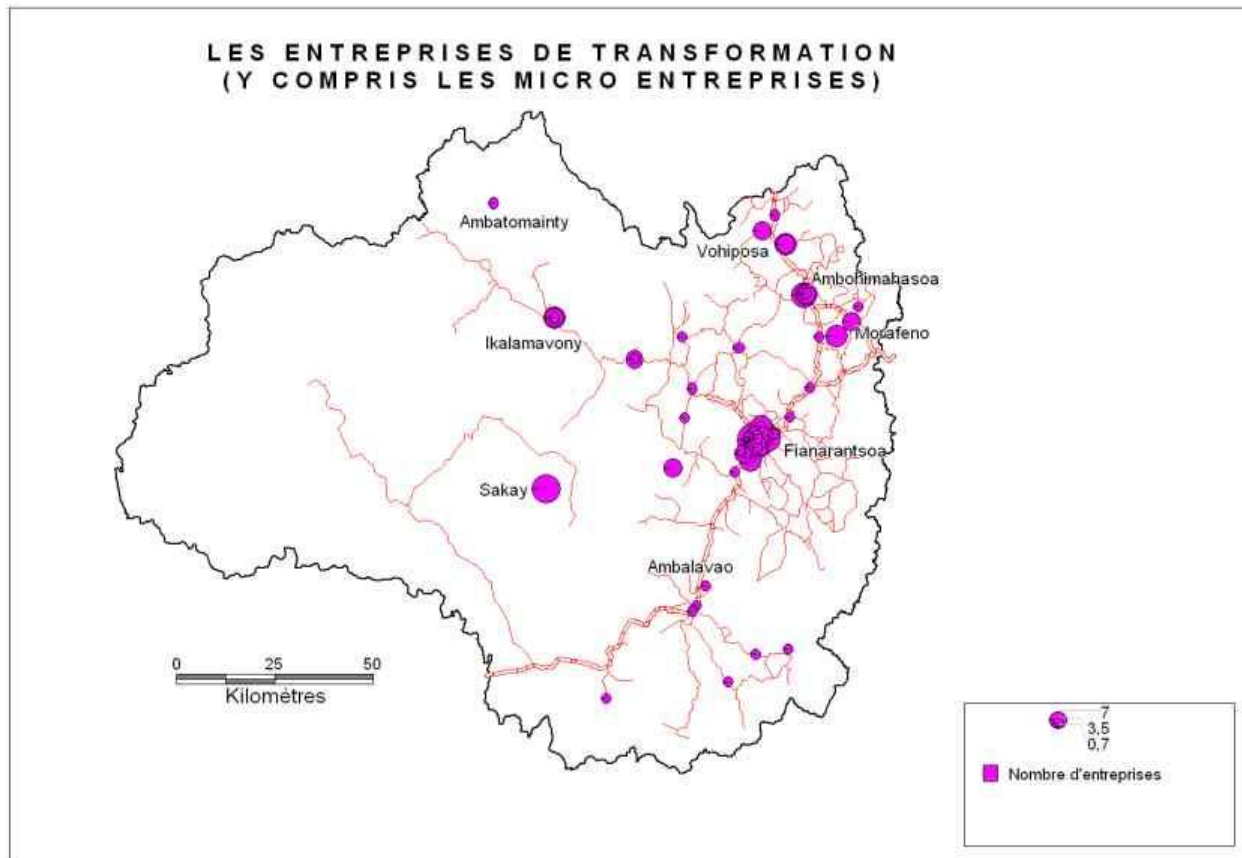


Tableau répartition des activités industrielles

Fianarantsoa 1

Agro alimentaire	39
Tissu confection	23
Travaux bois	36
Edition	11
matériaux construction	16
Materiel	5
Mobilier	20
Bijouterie	7
Divers	1
Total	158

District Fianarantsoa 2

Agro alimentaire	1	Ambalakely
Agro alimentaire	1	Soatanana
Textile et Confection	1	Alakamisy Ambohimaha
matériaux de construction	1	Isorana
Total	4	

District Ikalamavony

Agro alimentaire	1	Ambatomainty
Agro alimentaire	1	Ikalamavony
Agro alimentaire	2	Ambohimahasoa
Agro alimentaire	1	Mangidy
Agro alimentaire	2	Ambohimahasoa
Textile et Confection	1	Ambohimahasoa
Textile et Confection	1	Ikalamavony
Textile et Confection	2	Mangidy
Textile et Confection	1	Ambohimahasoa
Travaux bois	3	Ikalamavony
Travaux bois	5	Tanamarina Sakay
Travaux bois	1	Ambohimahasoa
Matériaux construction	2	Ikalamavony
Total	21	

District Ambalavao

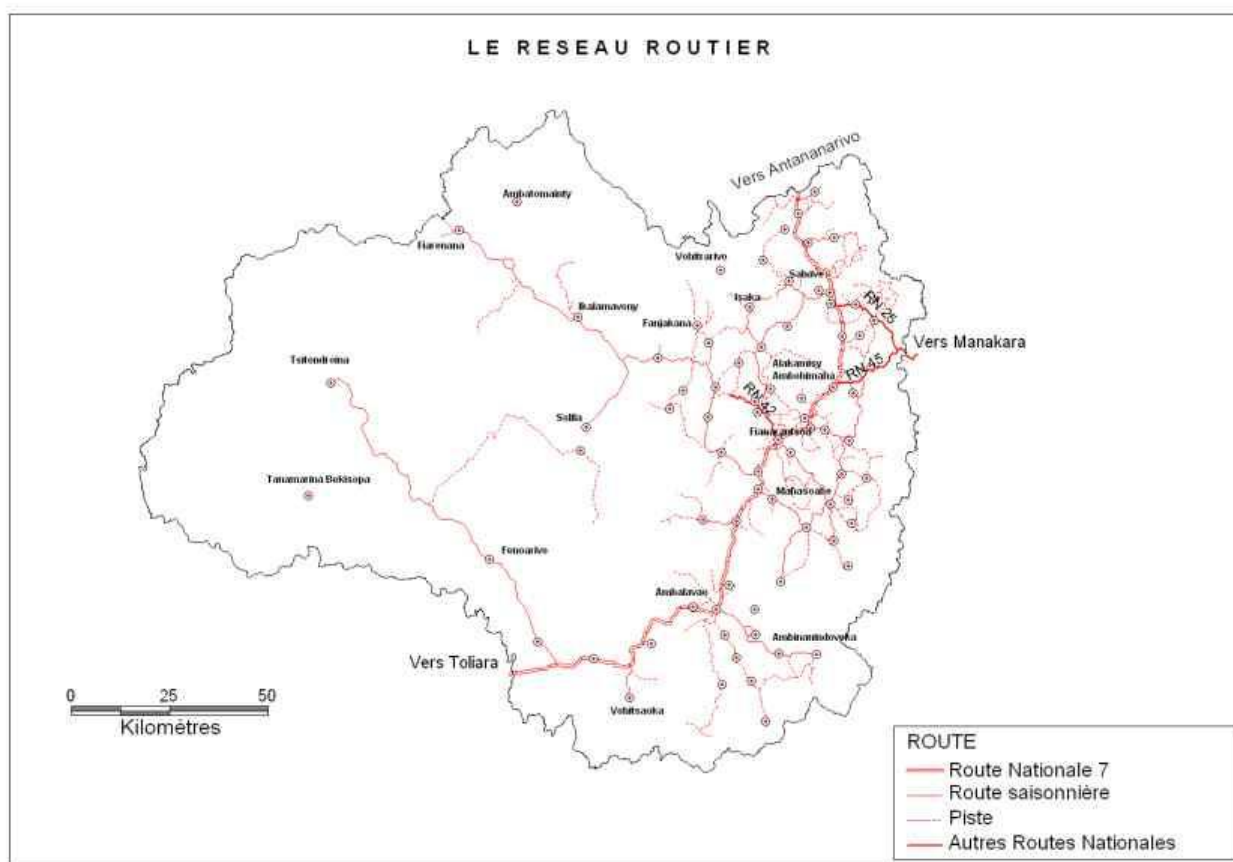
Agroalimentaire	1	Ambalavao
Agroalimentaire	1	Ambinanindovoka
Agroalimentaire	1	Ambohimahasina
Agroalimentaire	1	Mahazony
Agroalimentaire	1	Ambalavao
Agroalimentaire	1	Vohitsaoka
Travaux du bois	1	Ambalavao
Travaux du bois	1	Ambalavao
Matériaux de construction	1	Ambalavao
Matériaux de construction	1	Manamisoa
Total	10	

District Ambohimahasoa

Agroalimentaire	2	Ambohimahasoa
Agroalimentaire	2	Ambalakindresy
Agroalimentaire	1	Ambohimahasoa
Agroalimentaire	1	Ankafina
Agroalimentaire	3	Ambohimahasoa
Agroalimentaire	4	Ambohimahasoa
Agroalimentaire	1	Befeta
Agroalimentaire	1	Camp Robin
Agroalimentaire	1	Ambohimahasoa
Agroalimentaire	3	Morafeno

Agroalimentaire	2	Sahatona
Agroalimentaire	2	Vohiposa
Travaux du bois	1	Ambohimahasoa
Travaux du bois	1	Ambohimahasoa
Travaux du bois	1	Ambohimahasoa
Travaux du bois	3	Vohiposa
matériaux construction	1	Ambalakindresy
matériaux construction	1	Ambohimahasoa
matériaux construction	2	Vohiposa
Total	33	

. réseau routier



Plusieurs types de voies routières drainent la région, les routes permanentes et les pistes.

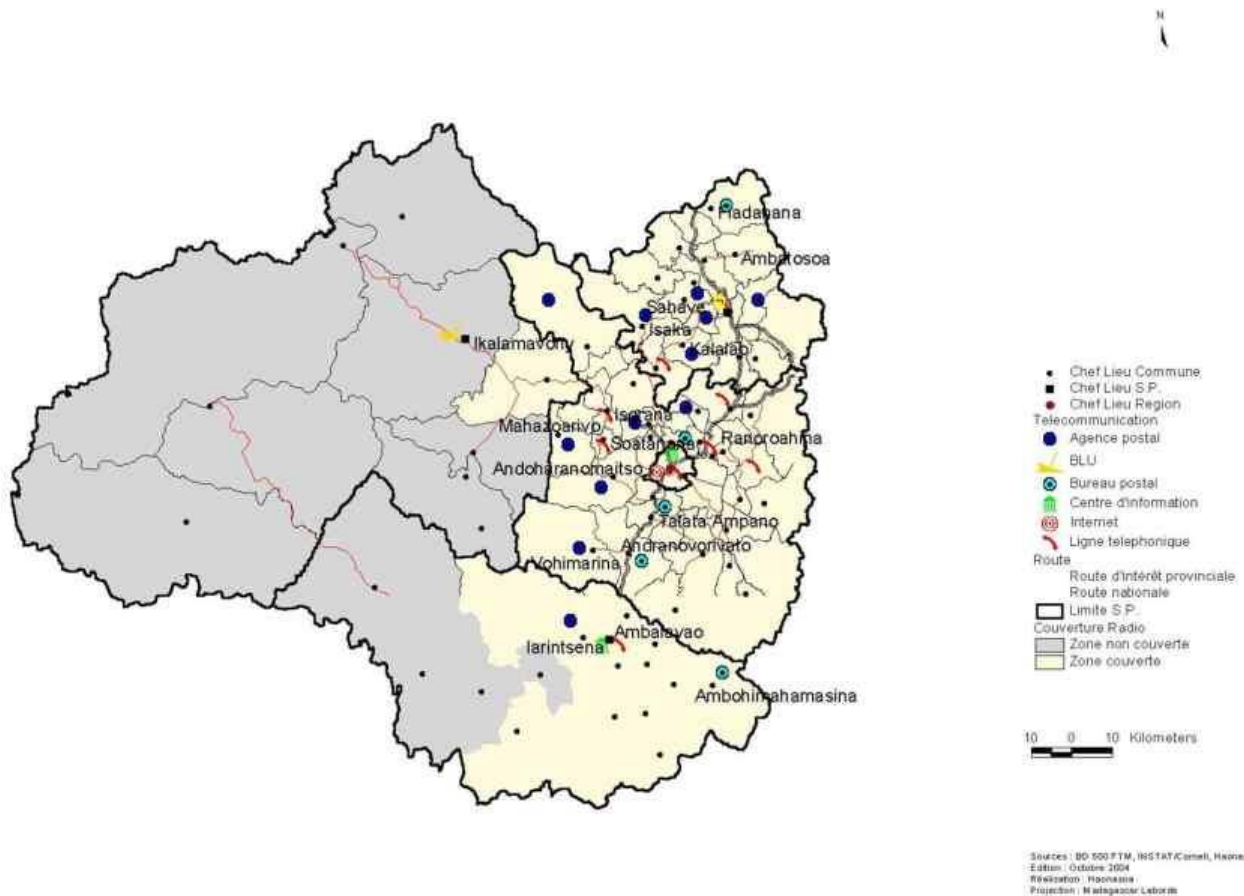
Les routes permanentes sont les nationales qui font de la région un nœud de communication au plan national. Cette situation lui octroie une certaine centralité dans le système d'échange et lui offre une position de plateforme interrégionale avec le Sud Est et le Sud.

La longueur des routes dans la région Haute Matsiatra

Route	Longueur en km
rn 42	21,1382
rn 25	29,0466
rn 45	21,0361
rn 7	206,293

cip	648,752
autre	1068,89

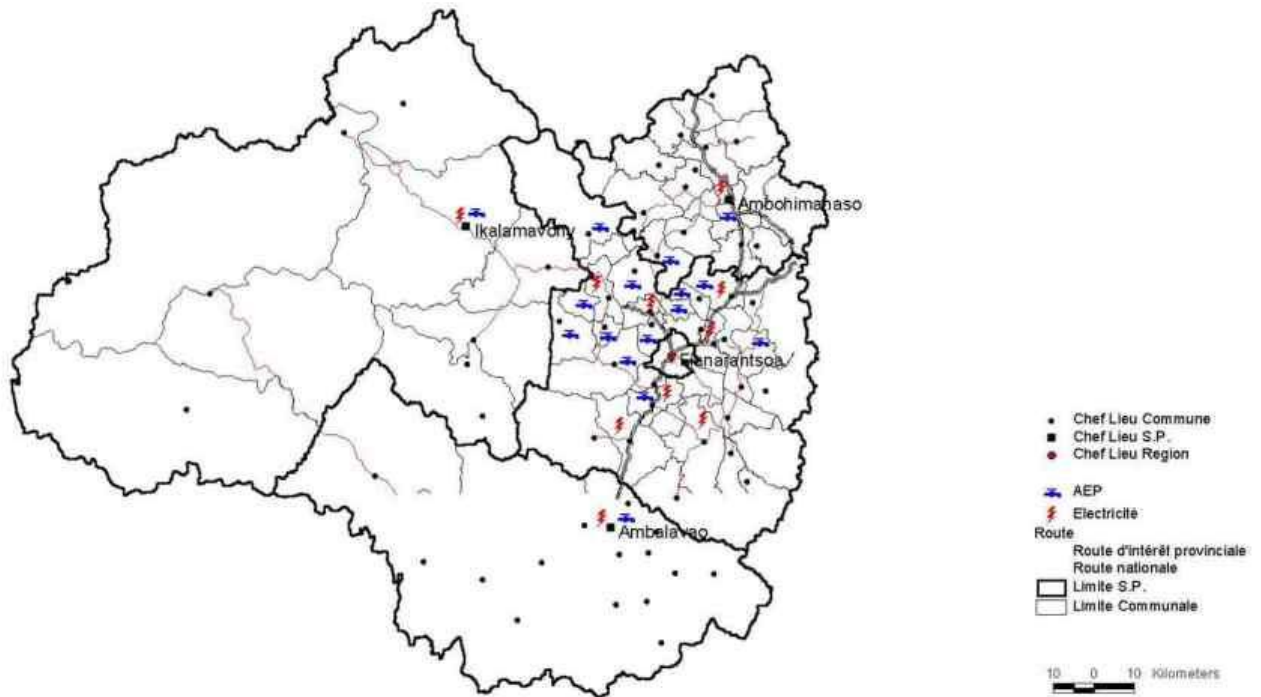
.réseau poste et de télécommunication



La répartition spatiale des infrastructures de Poste et Télécommunication coïncide avec celle des activités de transformation. Il en est de même de la desserte en service de base : eau et électricité.

.eau et électricité.

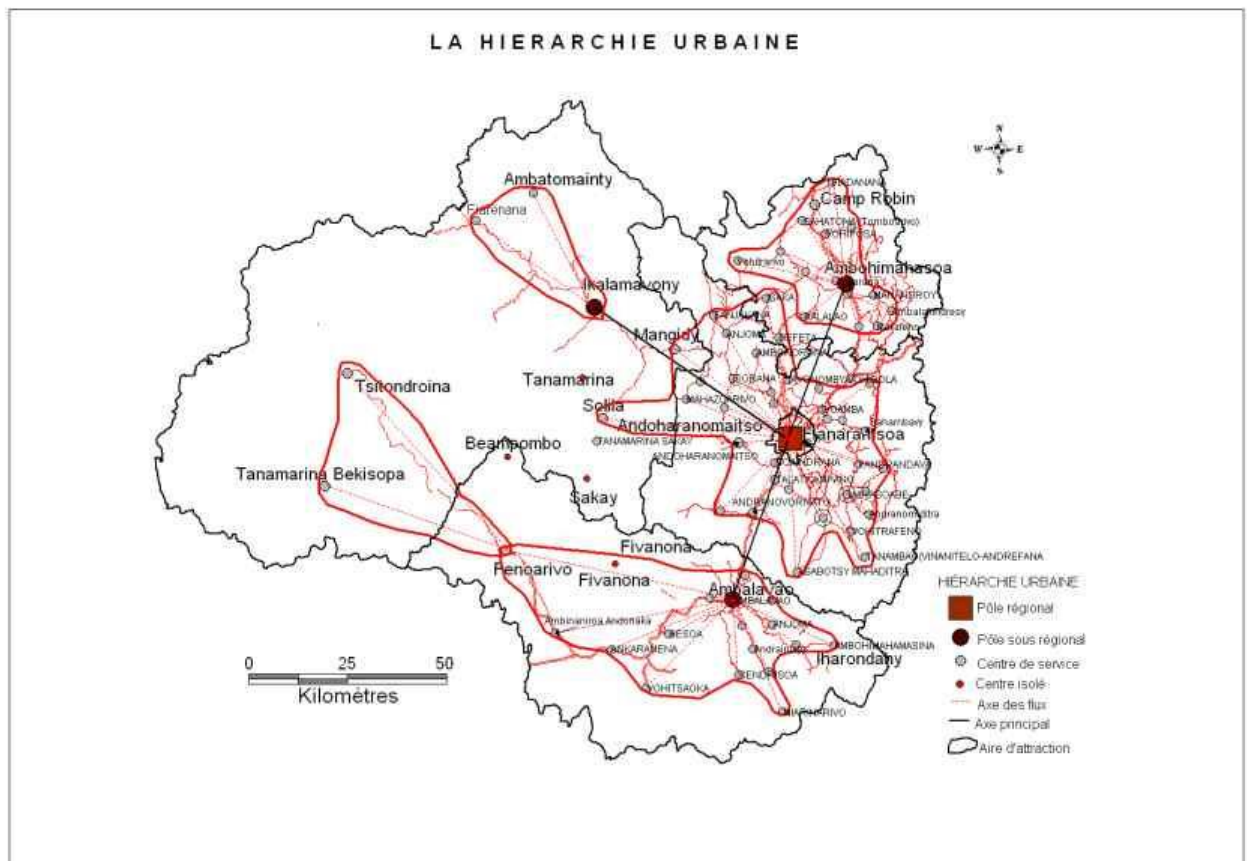
EAU ET ELECTRICITE



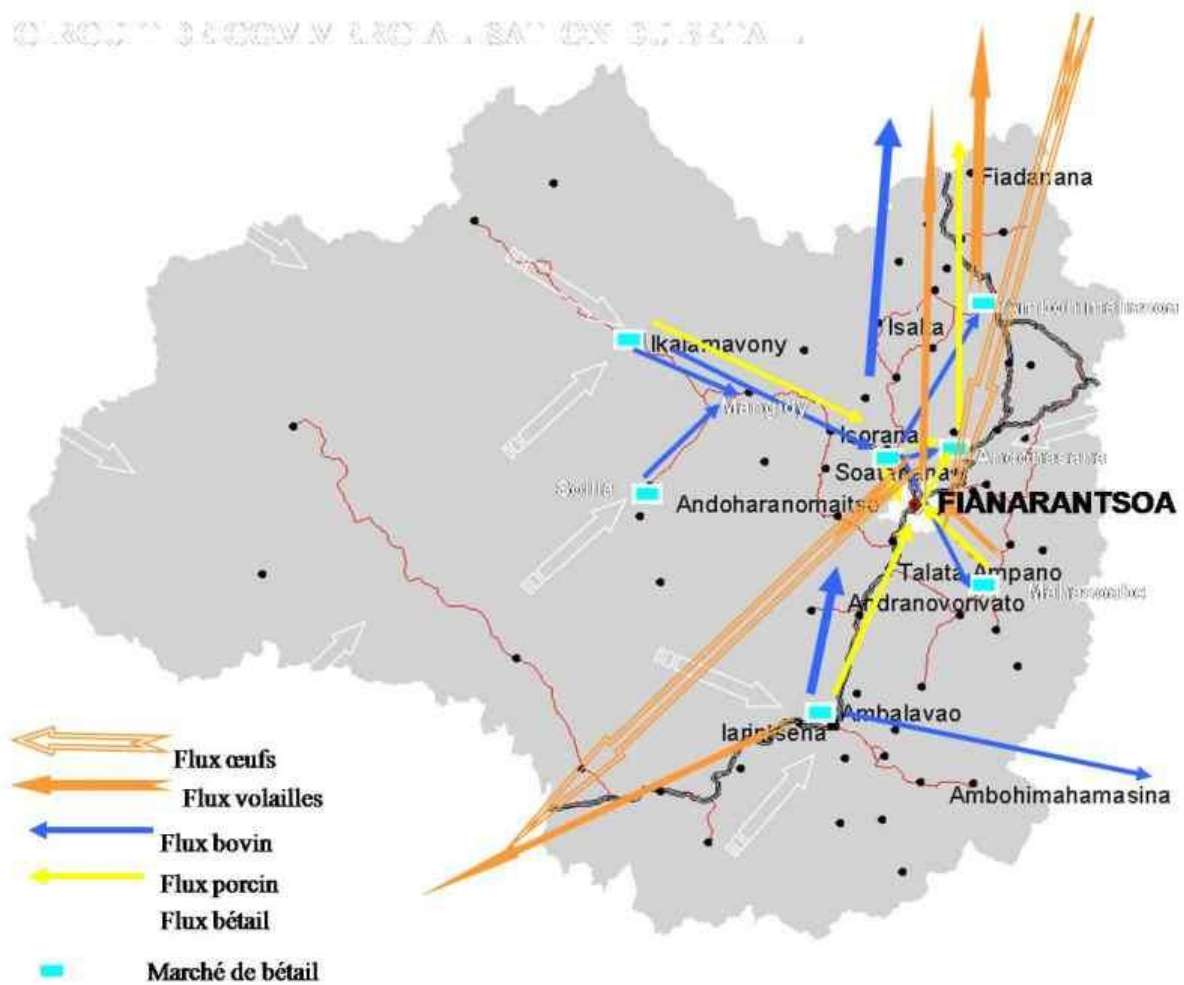
Source : BD 500 000, INSTAT/OMEL, Haouz
 Edition : Octobre 2004
 Révision : Haouz
 Projection : Météo France/Labord

hiérarchie d'agglomération

- Hiérarchisée par leur nombre de population et leur fonction, le réseau d'agglomération régional est formé de trois types de centres.
 - La capitale régionale, Fianarantsoa au sommet de la hiérarchie urbaine voit graviter autour les centres de services et les pôles sous régionaux. Ces villes concentrent un certain nombre de fonctions qui leur octroie une certaine attractivité.
- En plus de leur fonction administrative, de service, de consommation, ces centres assurent un rôle dans la dynamisation de leur aire d'influence.



polarités de services et d'activités



Tributaires des activités agricoles et de transformation, les flux de produits relient les zones rurales productrices avec les agglomérations principales. Par ailleurs, animés par les demandes urbaines, notamment Fianarantsoa et Ambalavao et dans une moindre mesure Ambohimahasina et Ikalamavony, les flux sont organisés selon le tracé des communications physiques.

Les mêmes pôles réapparaissent et capturent la majorité sinon la totalité des échanges.

D. 3. La synthèse de la structuration de l'espace

- D.3.1. les caractéristiques principales

Pour la Région Haute Matsiatra, afin de pouvoir définir une politique inhérente à l'aménagement du territoire (cadrée avec la vision de développement de la Région), il s'est avéré nécessaire de disposer d'une typologie fonctionnelle de l'espace permettant d'identifier :

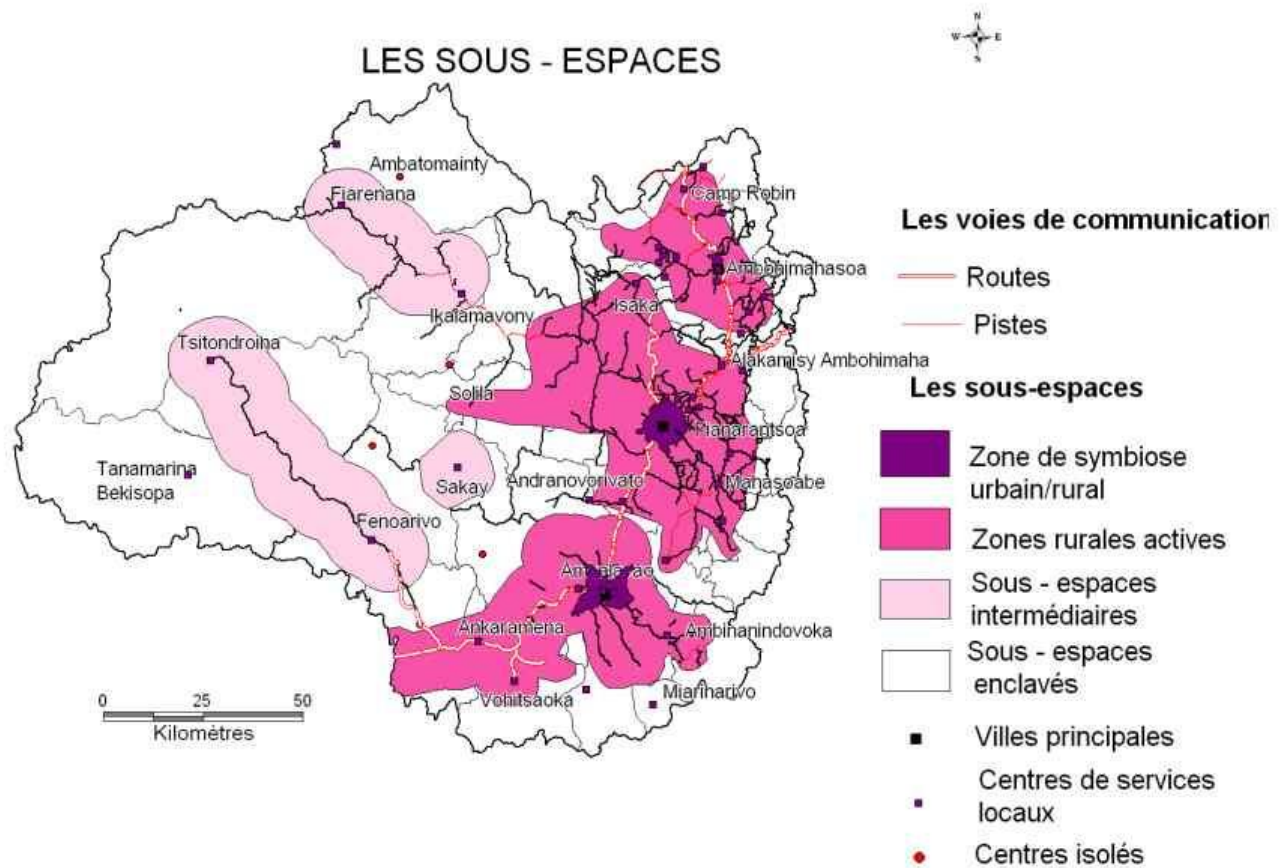
- Les différents sous espaces s'intégrant et s'articulant à l'intérieur du territoire régional
- Les relations significatives les unissant les uns aux autres

Dans une optique aménagement du territoire, les discontinuités de l'espace ont été » retenue pour les faire correspondre autant que possible à des zones sur lesquelles seront exercées des actions concrètes. Spécifiquement pour la Région, les critères retenus ont porté sur :

- L'utilisation et la pression sur le sol : zones densément peuplées, couplées avec les ressources agro- écologiques.
- L'irrigation ou non par des flux de personnes et de produits permettant de définir des espaces centraux où les mouvements sont importants et des espaces mal intégrés
- L'existence d'activités industrielles importants et des services importants,(y compris également les localités de concentration humaine) permettant de différencier les sous espaces urbains des sous espaces ruraux. Le problème de l'articulation des uns et des autres étant un point fondamental
- L'existence d'équipements et infrastructures sociaux permettant de distinguer les zones bien équipées de celles qui le sont insuffisamment
- La présence ou l'absence de filières agricoles porteuses telles déterminées dans le PRD, rendant possible la distinction de zones d'économie de marché des zones essentiellement vivrières.

Il va de soi que cette délimitation des sous espaces fonctionnels pourrait être affinée considérablement. L'essentiel est pourtant de parvenir à bien cibler territorialement les stratégies et actions qui seront intégrées dans le SRAT.

.les sous espaces fonctionnels de la région



les sous espaces centraux : les villes et les zones rurales actives

les villes

Fianarantsoa et à un certain degré moindre Ambohimahaso, Ambalavao et Ikalamavony présentent les caractères de zones urbaines centrales. Elles sont unies aux zones proches environnantes par des flux économiques interdépendants. Elles possèdent (avec des activités industrielles supérieures à 3,5 des poids économiques relativement importants par rapport aux autres localités. Leur hinterland proche est intensivement mis en valeur et intégré à l'économie de marché.

les zones rurales actives

Elles sont du point de vue des flux, bien articulées avec l'économie des zones urbaines. Avec des densités humaines élevées, excepté la prédominance des cultures vivrières, ces zones sont également ouvertes à l'économie de marché grâce à l'essor des filières agricoles porteuses (viticulture, artisanat, huiles essentielles, thé...).

Il s'agit des zones rurales sises en moyenne à quelques quarantaines de km de la ville de Fianarantsoa, desservies par des voies routières d'accès relativement permanent (Ce sont les localités de Sahambavy, de Fandradava, de Mahasoabe, de Vohibola, de Befeta, de Mahazoarivo,

de Soaindrana, de Talatan'Ampano, de Lamosina, de Sabotsy Mahaditra). Elles ont dotés d'un réseau de transport relativement dense et les déplacements internes y sont très nombreux.

Pour Ambohimahaso, il s'agit des localités à quelques trentaines de km de la ville et situées le long de la RN7 (Camp Robin, Sahatona, Vohiposa, Tsarafidy). Il en est de même des localités de Manandroy, de Tsarafidy, de Morafeno et plus à l'ouest celle de Vohitrarivo et de Sahave. Presque exclusivement vivrières, les activités axées sur les filières porteuses sont moins importantes que dans celle de Fianarantsoa.

Ces secteurs ruraux actifs (Fianarantsoa et Ambohimahaso) connaissent toutefois un fort taux d'occupation. Leurs agro- systèmes sont fréquemment saturés. De ce fait, ils deviennent des foyers d'émigration dont les principales destinations sont : Morondava (Menabe), Marovoay, les pays Tanala à l'est, Ilakaka vers le sud. Un flux de moyenne importance va vers l'ouest de la Région dont particulièrement Ikalamavony , Tsitondroina, Fenoarivo, Tanamarina Bekisopa.

Quant aux zones rurales actives d'Ambalavao, mises à part les cultures vivrières, des activités agricoles plus orientées vers la commercialisation et la transformation prédominent. Le tabac, l'orange et l'élevage bovin sont les produits spécifiques des localités d'Iarintsena, d'Ankaramena, de Vohitsaoka, d'Andonaka sises à l'ouest de la zone. Plus à l'est dont particulièrement à Anjoma, Andrainjato, Ambohimahamasina, Sendrisoa se développent la viticulture et l'artisanat (fabrique de papier Antemoro, tissage de lamba landy).

les sous espaces intermédiaires

Avec une densité humaine moyenne voire faible par endroits, le degré d'utilisation du sol y est moindre par rapport aux zones rurales actives. Leurs relations avec les villes de Fianarantsoa, d'Ambohimahaso, d'Ambalavao et d'Ikalamavony s'estompent avec des effets d'entraînement diminués.

Cette intégration affaiblie est en grande partie due aux difficultés de communication. La voirie primaire existe mais du fait de son état, n'est accessible que temporairement. Le réseau de télécommunication est pratiquement absent (elle existerait dans les secteurs d'Ikalamavony).

Dans le fonctionnement du système territorial de la Région, ces sous espaces devraient logiquement être le « relais » des principales villes et des zones rurales actives. Néanmoins, du fait des articulations amoindries avec ces dernières, ils n'assurent que de manière temporaire cette fonction. Il s'agit de localité isolée comme Sakay mais exerçant des activités de transformation. Ce sont également les localités sises le long de l'axe routier reliant Ambinanindroa Fenoarivo et Tsitondroina. De même, ils concernent les localités de Solila, de Tanamarina, celles sises le long de l'axe allant de Mangidy à Ikalamavony et sa partie occidentale proche.

les sous espaces enclavés

Ils couvrent presque la moitié du territoire régional mais ne regroupent que moins de 10% environ de la population. Il s'agit de zones dont la première caractéristique est la densité extrêmement faible des habitants surtout dans l'extrême Ouest (Ouest de Beampombo, de Tanamarina Bekisopa, de Tsitondroina, d'Ikalamavony). A l'extrême Est se trouve le corridor forestier s'étendant de Fiadanana au nord à Miarinarivo au sud en passant par Androy, Mahaditra qui disposent d'essences forestières considérables tout en étant le réservoir d'eau de la Région.

Peu peuplés, ces sous espaces sont accessibles et très peu intégrés au reste de la Région. Du point de vue économique, cette situation a pour corollaire le caractère autarcique, peu monétarisé de son économie.

D'un point de vue social, cette difficile accessibilité favorise le développement du banditisme, de l'insécurité, décourageant les tentatives de développement de la production ou d'installation de migrants.

D'un point de vue agricole, ce sont des zones purement vivrières où l'élevage bovin acquiert une grande importance. Les activités industrielles et les services privés en sont pratiquement absents.

Paradoxalement, ils sont loin d'être dépourvus de potentialités, disposant de plus de 44% de superficies utilisables de la Région ainsi que plus de 80% de ses couvertures forestières.

E. DIAGNOSTIC TERRITORIAL

E.1 Les atouts

- E1.1. Une Région encore peu peuplée.

Malgré l'inégale répartition de la population, la densité dans l'ensemble est faible et les potentialités utilisables demeurent importantes.

Si l'on ne considère que les terres utilisables sans investissement trop coûteux, 16% seulement sont utilisés par des exploitations agricoles.

En appliquant aux terres vacantes de chaque zone agro- climatique la charge humaine de la Région, on se rend compte que, même sans changement technologique majeur, elle, (la Région) pourrait nourrir 5 à 10 millions d'habitants supplémentaires.

C'est dire qu'au rythme actuel de croissance de la population, une saturation relative ne serait atteinte. Cette tendance est fondée sur l'absence improbable de toute amélioration des rendements et d'une baisse du taux d'accroissement démographique d'ici une cinquantaine d'années.

- E1.2..une Région possédant des potentialités considérables au niveau des ressources secondaires (mines, énergie, pêche, forêts)

Telles qu'inventoriées dans les parties précédentes, elles sont à peine sollicitées et loin d'être exploitées à fond.

- E1.3.les structures institutionnelles

Avec l'avancé dans le processus de décentralisation-déconcentration, les structures de gouvernances territoriales sont spécifiquement conçues pour assurer une participation active des échelons locaux et régionaux au processus de planification /programmation ainsi que pour certaines structures à celui de la maîtrise d'ouvrage. Les différents textes prévoient d'ailleurs la participation des différents niveaux de collectivités à l'élaboration, à l'exécution et au suivi des actions de développement à leurs niveaux.

E.2 Les problèmes et contraintes d'ordre spatial

L'un des principaux problèmes posés par la structure spatiale de la Région est la non intégration d'une partie non négligeable de son territoire ainsi que sa structuration peu efficiente.

Cela se manifeste par plusieurs phénomènes :

- E2.1. le niveau extrêmement faible des relations unissant entre elles les différentes parties de la Région

Localement, des flux d'échanges assez importants s'établissent entre zones voisines ; il n'existe pas presque pas de relations à longue distance en particulier du fait des difficultés de communication ((Les localités de Tsitondroina, de Tanamarina Bekisopa, de Fiarenana, d'Ambatomainty connaissent des difficultés de communication avec les principales villes comme Fianarantsoa, Ambohimahaso, Ambalavao et dans une moindre mesure Ikalamavony)

D'une manière générale, les différentes zones constituant le Région fonctionnent de façon autonome les unes par rapport aux autres. Cela entraîne une structure spatiale atomisée caractérisée par la juxtaposition et non par l'articulation des différentes localités à l'intérieur de la Région.

Cette faible structuration rend difficile la diffusion des innovations et par conséquent faisant qu'une grande partie de la Région peu intégrée peut difficilement répondre aux politiques de gestion de l'espace actuellement mises en œuvre.

- E2.2. la quasi inexistence de zones intégrées

Il n'existe pas à l'intérieur de la Région de véritables « zones intégrées » où du point de vue économique et spatial des relations complémentaires et interdépendantes s'établissent.

La ville de Fianarantsoa n'organise en tant que pôle économique qu'une zone qui lui est immédiatement limitrophe. La complémentarité entre les activités agricoles et activités de transformation n'est de mise que sur une échelle relativement restreinte.

Le long de la RN7, les villes d'Ambohimahaso et d'Ambalavao assume un rôle minime du point de vue activités économiques intégrées avec les zones rurales sous leur influence directe.

Les sous espaces intermédiaires ne se chargent que de manière partielle de leur fonction de relais entre les principales villes et les zones rurales actives d'une part et les sous espaces enclavés d'autre part. En leur sein, cette situation entraîne :

- Les difficultés de commercialiser les produits agricoles, d'où le manque à gagner à l'échelle régionale et la moindre injection monétaire dans les campagnes, ce qui rejaillit sur le niveau des activités urbaines
- Les difficultés d'approvisionner les campagnes en intrants, en produits d'appel, d'où faible propension des agriculteurs à produire plus, à commercialiser plus
- Difficulté à diffuser des innovations, d'où une productivité faible

- E23. l'inégale répartition des hommes et des ressources

Elle constitue l'un des traits les plus marquants de la structure spatiale de la Région. Certes, il n'existe pas vraiment de problèmes de ressources en sol dans l'ensemble. Toutefois, la majeure partie des zones rurales actives connaît une occupation importante des terres potentiellement utilisables. Les autres sous espaces intermédiaires et enclavés, au contraire, offrent de vastes potentiels mais ne sont pratiquement mis en valeur.

Cette situation se voit aggravée par la mauvaise articulation des différentes parties de la Région.

- E2.4. les avantages comparatifs extrêmement différents d'une zone à une autre

Même si le territoire régional ne présente encore de véritables « zones intégrées », il n'en est pas moins vrai que peuvent y être distinguées des zones relativement homogènes constituées en sous espaces fonctionnels. Ces derniers offrent des possibilités différentes quant aux possibilités d'implantations d'activités.

Des sous espaces sont très favorables à l'implantation d'activités industrielles et de services de haut niveau. Ils sont dotés des infrastructures nécessaires dans le domaine de l'électrification, de l'adduction d'eau, des télécommunications, du réseau de transport permettant l'approvisionnement en matières premières et l'écoulement des produits.. Ils se trouvent dans des zones de peuplement dense, urbanisées.

Il s'agit de la majeure partie des principales villes, de ses zones périphériques proches ainsi que de celle des zones rurales actives. D'autres sous espaces sont au contraire beaucoup moins favorables car ne disposent pas des infrastructures et services nécessaires à l'implantation d'activités.

- E2.5. la dégradation du milieu naturel

exploitation forestière est en pleine expansion dans les zones de reboisement. La demande en combustible (en bois) est en dessus de l'offre exploitable même si la zone a bénéficiée de grandes opérations de reboisement en pinus dans les décennies 1960.-1980.

Aires protégées et périmètres de reboisement

0 25 50
Kilomètres

Aires protégées
Aires de reboisement

- La faible prise en compte des problèmes spatiaux dans le processus de planification, de mise en œuvre des actions de développement est patente. Les problèmes spatiaux ne font actuellement l'objet que d'une prise de conscience limitée.

- 45

ruraux se concentrent en général sur l'un des problèmes relatifs à une culture particulière (irrigation en vue de production de riz, production de semences, hangars de stockage...) sans que les inter- relations entre les différentes cultures et entre les différentes activités à réaliser au sein d'un sous espace fonctionnel soient prises en compte.

F. PROSPECTIVE TERRITORIALE

La prise en compte des problèmes et des atouts qu'offre le territoire de la Région a servi de base pour fixer la politique de son aménagement.

En vue d'établir la cohérence en matière de développement, l'Exécutif régional et tous les acteurs du développement ont opté pour le maintien de la vision formulée dans le PRD :

1. Une nature protégée et valorisée
2. Une population dynamique vivant et travaillant dans un environnement sécurisant
3. Une Région misant sur ses atouts économiques et ses valeurs socio- culturelles

Cadrées avec les prospectives d'aménagement du territoire, ces visions ont été articulées avec la structuration et l'organisation de l'espace régional

F.1 les buts a long terme

- F1.1. Intégrer le territoire à l'échelle régionale

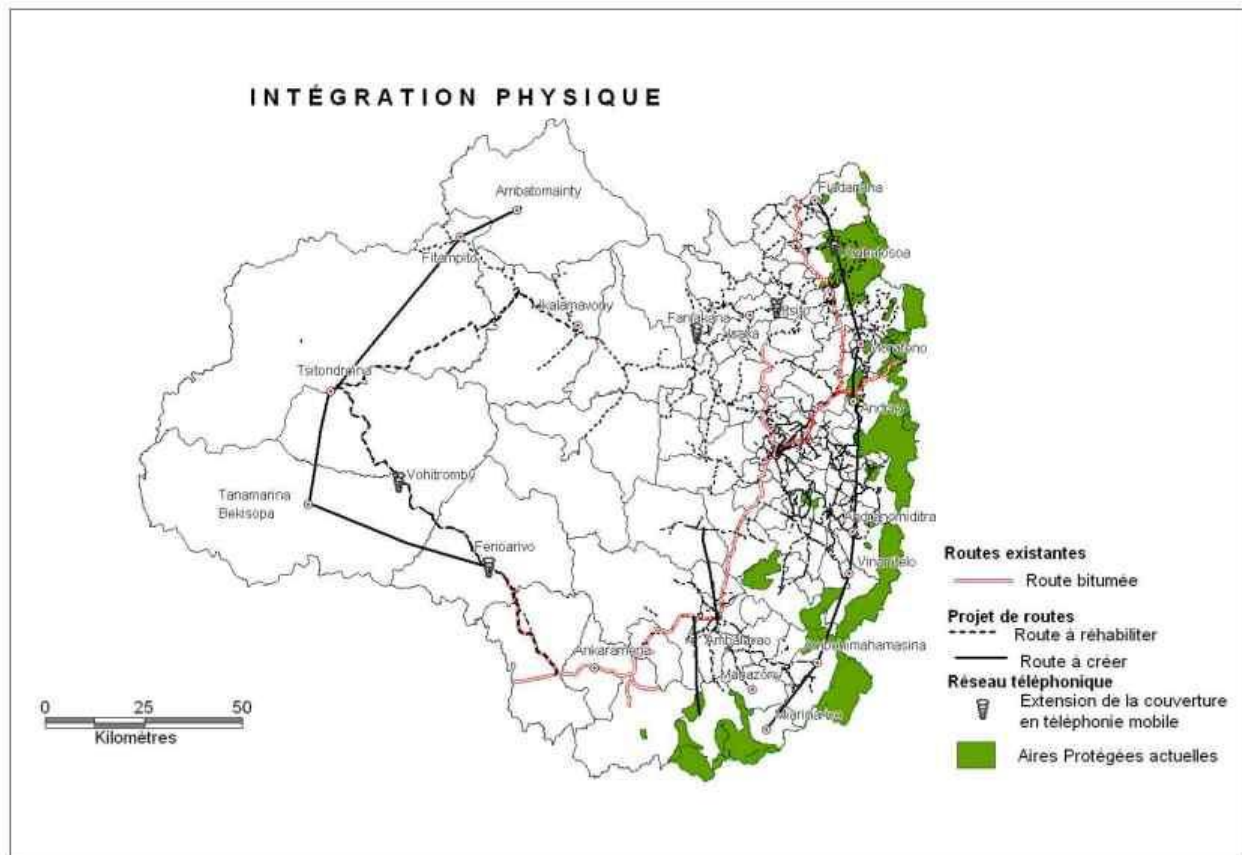
L'un des problèmes majeurs de l'espace régional de la Haute Matsiatra réside dans la non intégration de son territoire (cf. diagnostic). Plus de la moitié de ce territoire est mal intégrée physiquement, économiquement et socialement. Les liens unissant les sous espaces enclavés et intermédiaires sont très faibles.

Les zones rurales actives même intégrées, n'ont que très peu de relations de complémentarités économiques les unes avec les autres. L'exception concerne les sous espaces très proches des villes et qui vivent en symbiose directe avec elles.

Cette intégration du territoire doit être réalisée sur les bases suivantes :

- F.2 l'intégration physique

Tel que développé dans le diagnostic, les différents sous espaces fonctionnels de la Région n'entretiennent que peu de relations entre eux. Un effort colossal devrait être consenti compte tenu de la superficie de la Région, des conditions du milieu et de l'état actuel des infrastructures pour intégrer les différents sous espaces les uns aux autres.



Le phasage progressif des actions et programmes peut être mené de la manière suivante :

a) Dans un premier temps, il est nécessaire de donner la priorité au renforcement des liens locaux, à l'intégration plus étroite des centres urbains et de services à leurs hinterlands respectifs.

b) L'intégration des villes et zones rurales actives avec les sous espaces intermédiaires devraient faire partie du programme.

c) La connexion interne des sous espaces intermédiaires devrait faire l'objet de négociations auprès de l'Etat, particulièrement du Ministère de la Réforme Foncière, des Domaines et de l'Aménagement du Territoire, du Ministère des Travaux Publics, du Ministre chargé des télécommunications.

Concrètement, cela consiste à:

- La réhabilitation de l'axe reliant la RN7 avec les localités d'Ambinanintsoa, de Fenoarivo et de Tsitondroina.

- La réhabilitation de l'axe reliant Ikalamavony avec Fiherenana.

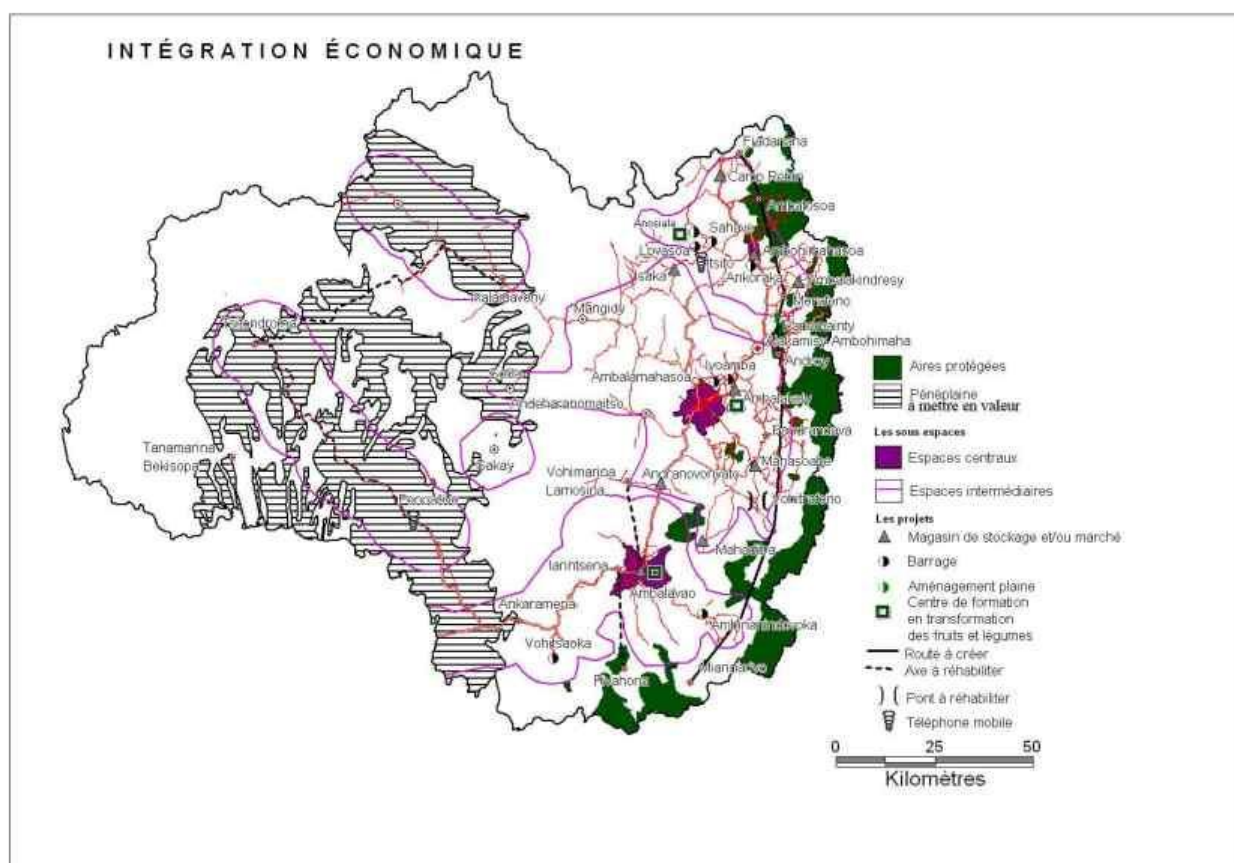
- L'ouverture de la localité de Sakay avec Fenoarivo.

d) La poursuite des connexions des sous espaces enclavés avec les sous espaces intermédiaires: ouverture de route reliant soit Fierenana avec Ambatomainty soit Ikalamavony avec Ambatomainty (cf carte).

e) L'intégration des localités isolées comme Tanamarina Bekisopa, Tsitondroina, Beampobo, Ambatomainty avec leurs espaces ruraux respectifs. Y implanter les services de base nécessaires pour qu'ils deviennent l'ultime maillon d'un réseau de centres transmettant les impulsions du développement.

- F.3 l'intégration économique

Cette intégration vise le recul de l'autarcie, la monétarisation accrue du territoire, le développement d'interdépendances et de complémentarités entre les sous espaces. Elle est étroitement liée à l'intégration physique (réseau routier, communication, télécommunication ...) et à l'attraction que les services des centres urbains peuvent exercer sur les populations et les activités des zones rurales.



Le phasage progressif des actions / programmes se présentera de la manière suivante :

a) Renforcement économique des villes de Fianarantsoa, d'Ambohimahaso, d'Ambalavao et dans une certaine mesure d'Ikalamaovony et de leurs zones rurales respectives de « symbiose » en procédant aux appuis à la diversification des activités de transformation, à la mise en place de services d'épaullement de l'agriculture (fourniture d'intrants, mécanismes de prêts aux entreprises et unités de production agricole et d'élevage, marchés, stockages, entretien et distribution de machines et matériels agricoles, renforcement des activités de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CCIA) vers une meilleure fourniture d'informations à caractère commercial, industriel, agricole et d'élevage.

b) Renforcement de l'intégration économique des zones rurales actives en valorisant leurs avantages comparatifs et leurs filières porteuses : à cet effet, ils'agire de la relance de la polyculture alimentaire, de la polyculture de rentes, de l'intensification de la pisciculture, de l'aviculture et de l'élevage laitier et de la diversification de l'artisanat. Cela s'accompagnera de mesures visant à doter les centres locaux (cf. carte) d'infrastructures et de services de base d'appui à l'agriculture et à l'élevage : hangars de stockage des produits, marché d'envergure inter- communale, unités de vente d'intrants et matériels agricoles, bureau de représentation de la CCIA. L'extension spatiale des Centres de Services Agricoles sera de mise.

Cette phase sera également celle de la mise en place des infrastructures dans le domaine de l'électrification, de l'adduction d'eau, de télécommunications, du réseau de transport permettant l'écoulement des produits.

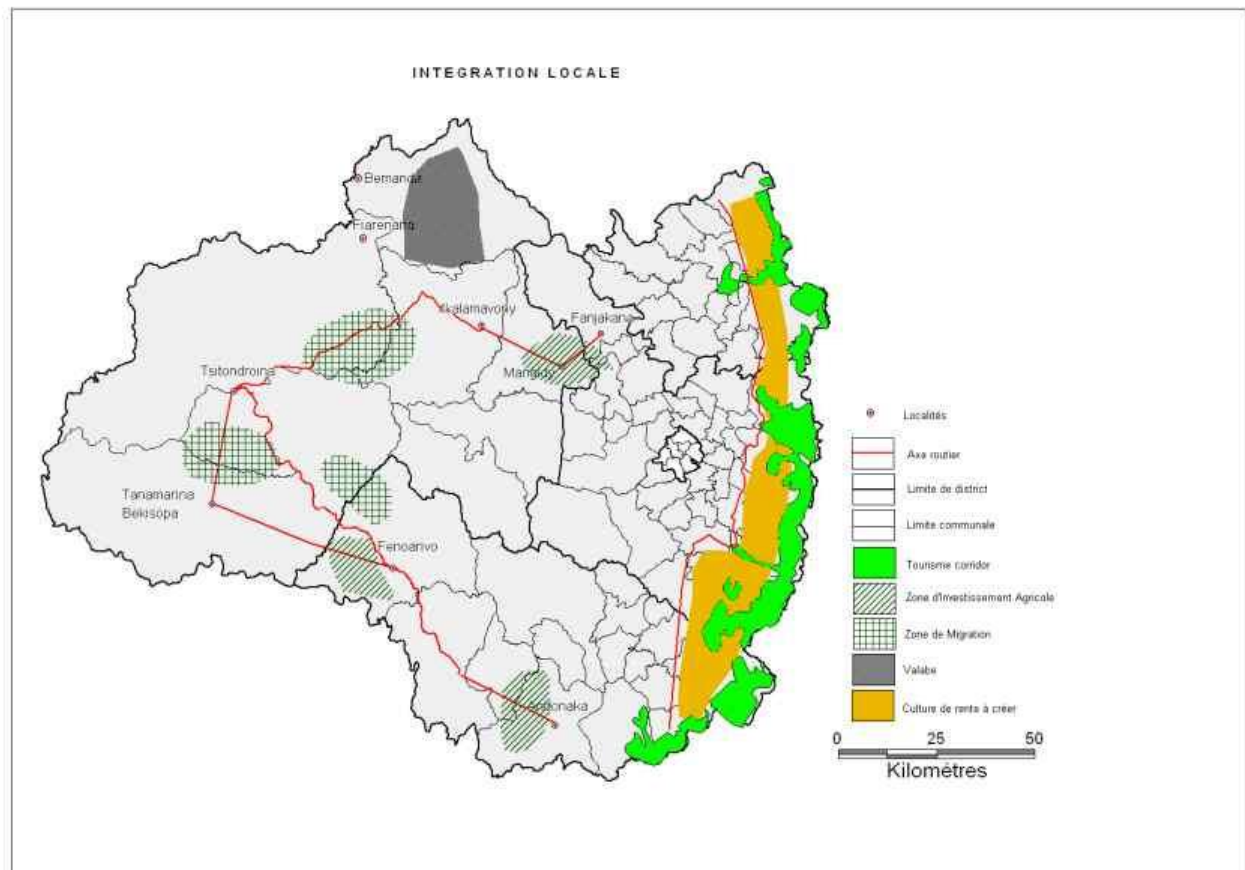
c) Intégration progressive des sous espaces intermédiaires et enclavés, à travers :

- l'implantation dans les centres locaux des sous espaces intermédiaires des infrastructures de télécommunication et des services appropriés d'appuis à la production (encadrements, finances rurales, ...)

- connexion des zones à fortes potentialités agricoles, minières et touristiques
- Promotion des filières agricoles et non agricoles génératrices de revenus
- Connexion physique aux facteurs de production et aux marchés des produits

- F.4 l'intégration locale

Cette troisième intégration vise à l'accessibilité plus uniforme des populations aux services de base quel que soit leur lieu de résidence. Elle est étroitement dépendante de deux intégrations précédentes. L'efficacité de l'intégration sociale d'un sous espace est fonction des conditions d'accessibilité et des ressources des populations appelées à consommer ces services.



. Utiliser le territoire de façon optimale

Les sous espaces de la Région sont loin d'avoir les mêmes potentialités et les mêmes besoins.

- cela tient des conditions naturelles ne permettant pas les mêmes types de mise en valeur.
- Cela tient également des niveaux d'équipement (certains sous espaces sont plus favorables à l'implantation de certains types d'activités que d'autres.
- Cela tient au niveau de leur population et donc des besoins quantitativement différents.

Concrètement cet objectif a une triple signification :

. La répartition équilibrée des hommes et des ressources sur le territoire régional à long terme

Une occupation plus rationnelle du territoire, une mise en valeur et une colonisation des zones vacantes est donc à terme incontournable pour faire face à la croissance démographique (cf. carte pour les détails d'occupation des zones vacantes)

. Considération des avantages comparatifs spatiaux lors des choix de localisation des investissements

Utiliser le territoire de façon rationnelle c'est tenir compte des critères spatiaux de localisation des investissements : localisation des matières premières, des marchés, des externalités nécessaires, disponibilités en main d'œuvre ...

L'implantation des infrastructures elles-mêmes doit être étudiée en fonction des localisations respectives des zones productrices et consommatrices.

. Protection, conservation et régénération des ressources naturelles renouvelables

- F.5 l'intégration sociale

L'objectif majeur est de poursuivre l'équipement des localités urbaines et des zones rurales actives.

Cet objectif cadre avec celui du PRD.

Pour les sous espaces enclavés de l'ouest, les conditions suivantes ont été prises en compte :

- une infrastructure devant desservir une superficie importante,
- la création d'infrastructure risquant de ne servir qu'une partie infime de la population, compte tenu de l'éloignement et de l'isolement des différentes localités,

Dans le domaine de la santé, l'accent sera mis sur la réhabilitation pour ces zones enclavées de l'ouest. Toutefois, les localités d'importance comme Tsitondroina, Fenoarivo, Sakay, Solila seront dotés de niveau d'équipement supérieur (CHD1)

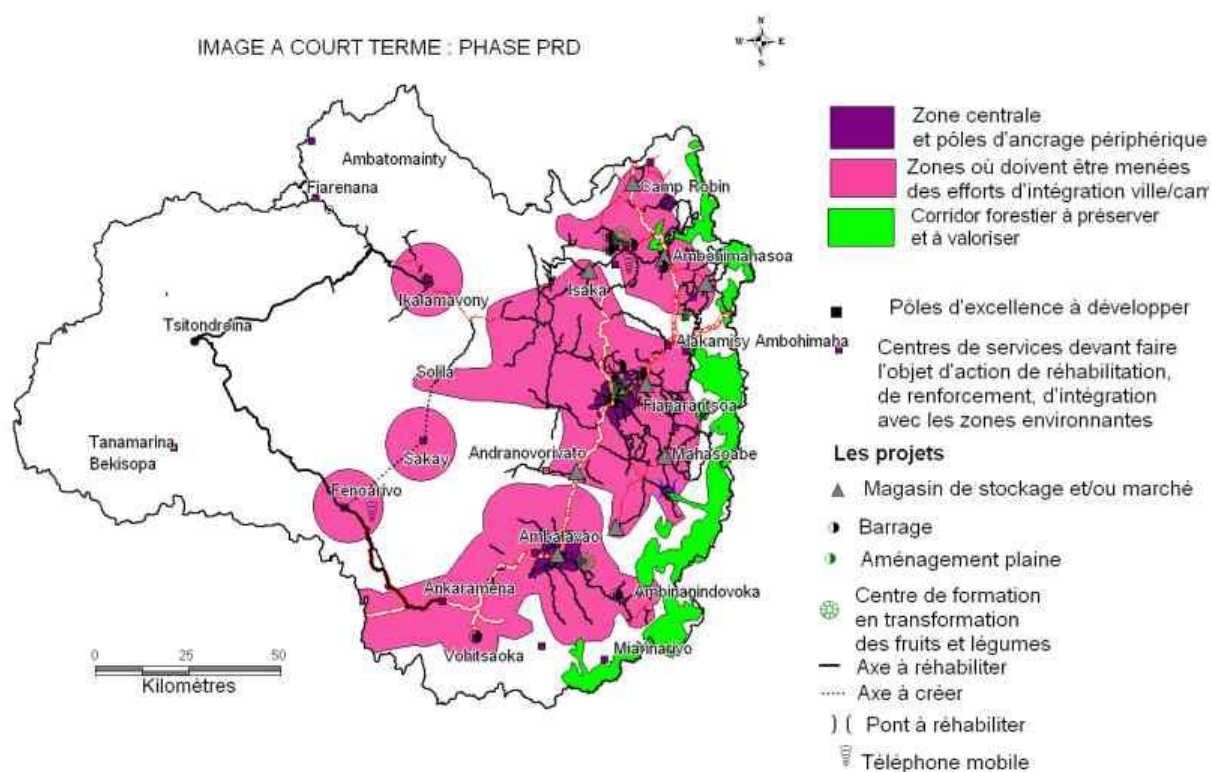
Concernant les villes et leurs zones de symbioses ainsi que les zones rurales actives, les efforts porteront sur la réhabilitation et les nouvelles constructions compte tenu de l'importance de la densité humaine (maternités urbaines, CHD2, ...

Les mêmes stratégies seront observées au niveau de l'éducation, avec toutefois des nuances compte tenu des réalités. Les disparités sont importantes en matière de couverture du territoire régional. Les lycées tant publics que privés ne concernent que la ville de Fianarantsoa et à un degré inférieur, celles d'Ambalavao et d'Ambohimahasoa ainsi que les localités de Fianarantsoa II (Mahasoabe, Ivoamba, Soatanana et Isorana).

En conséquence, Ikalamavony sera doté d'un lycée.

G. LES ORIENTATIONS DE L'AMENAGEMENT

G.1 l'image a court terme



L'image à court terme de ce qu'il est possible de faire d'un point de vue spatial ne peut être fortement différente de la situation actuelle. Il faut en effet tenir compte :

- des limitations financières qui empêchent de mener une politique volontariste
- des procédures de réalisation de projets : un certain temps s'écoule forcément de l'étude d'un projet à l'obtention de son financement puis à sa réalisation. Ses effets ne se feront pas sentir immédiatement.
- les actions prévues dans le PRD (horizon 5 ans) dont la réalisation et la mise en œuvre occuperont la majorité de cette période. Durant ce laps de temps, peu d'actions pourront être faites hormis ce qui est d'ores et déjà prévu.

La stratégie spatiale d'ensemble est donc dépendante de ces considérations. De ce fait, l'on procèdera dans l'ordre suivant :

- réhabiliter, remettre en fonctionnement ce qui existe

- compléter, diversifier, intensifier mais toujours dans les mêmes zones (villes, zones rurales actives)
- étendre les zones motrices (zones rurales actives) ainsi revivifiées et commencer à les connecter avec les sous espaces intermédiaires.

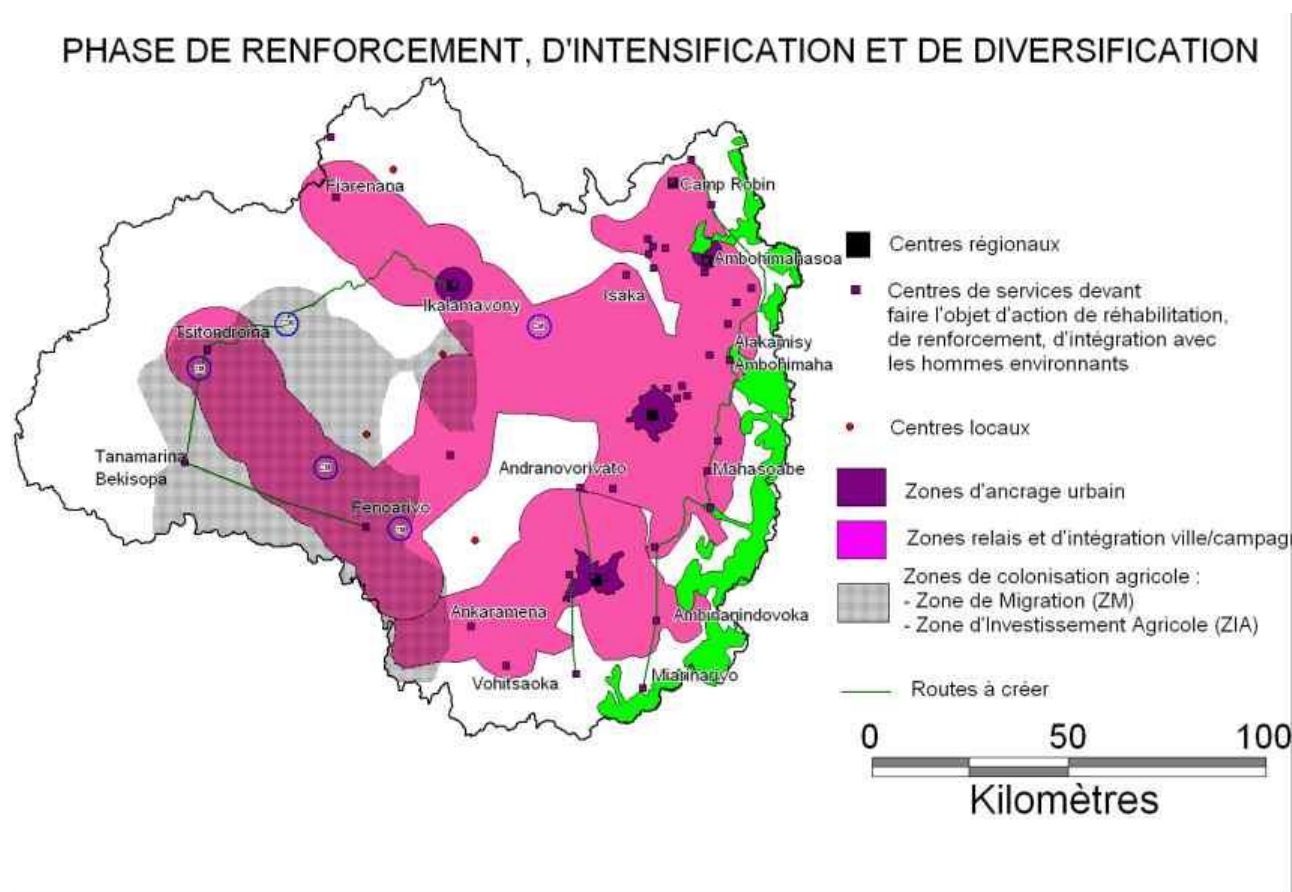
Deux sous espaces sont concernés :

- les villes, leurs zones de « symbiose », les zones rurales actives, relativement bien structurées au réseau urbain et de communication
- les sous espaces intermédiaires pouvant jouer le rôle de points d'ancrage permettant dans une étape ultérieure de dynamiser les autres sous espaces enclavés. Ces sous espaces ont des niveaux d'infrastructures et d'équipement relativement élevés et peuvent servir de base de départ pour une croissance et une diversification des économies locales.

Les actions à mener :

- une première phase marquée par la réhabilitation des infrastructures de transport et de communication existantes. Les liaisons entre les principaux centres urbains devraient donc être plus aisées, les conditions d'implantation d'activités de transformation et de services facilitées
- la réhabilitation de nombreuses infrastructures agricoles. Les grands périmètres (plusieurs centaines d'ha ou des moyens périmètres vont faire l'objet de réhabilitation et également de mesures visant l'intensification des cultures. Cet effort s'accompagnera de la remise en état des pistes rurales de desserte permettant l'évacuation des produits.

G.2 la phase de renforcement, d'intensification et de diversification



Après la phase de réhabilitation, il s'agira d'étendre et de connecter les sous espaces intermédiaires.

-Etendre la fourniture d'énergie électrique et des télécommunications dans les sous espaces intermédiaires

Connexion des localités comme Tsiatondroina, Ambataomaintay avec respectivement Fenoarivo et Amlbinanintsoa, IKalamavony et Mangidy.

- Réaliser une meilleure intégration routière interne au sein de ces sous espaces dans la mesure où les économies locale auront connu un certain développement où les flux de personnes et de produit se seront accrus, où ce qui avait été réhabilité est entretenu.

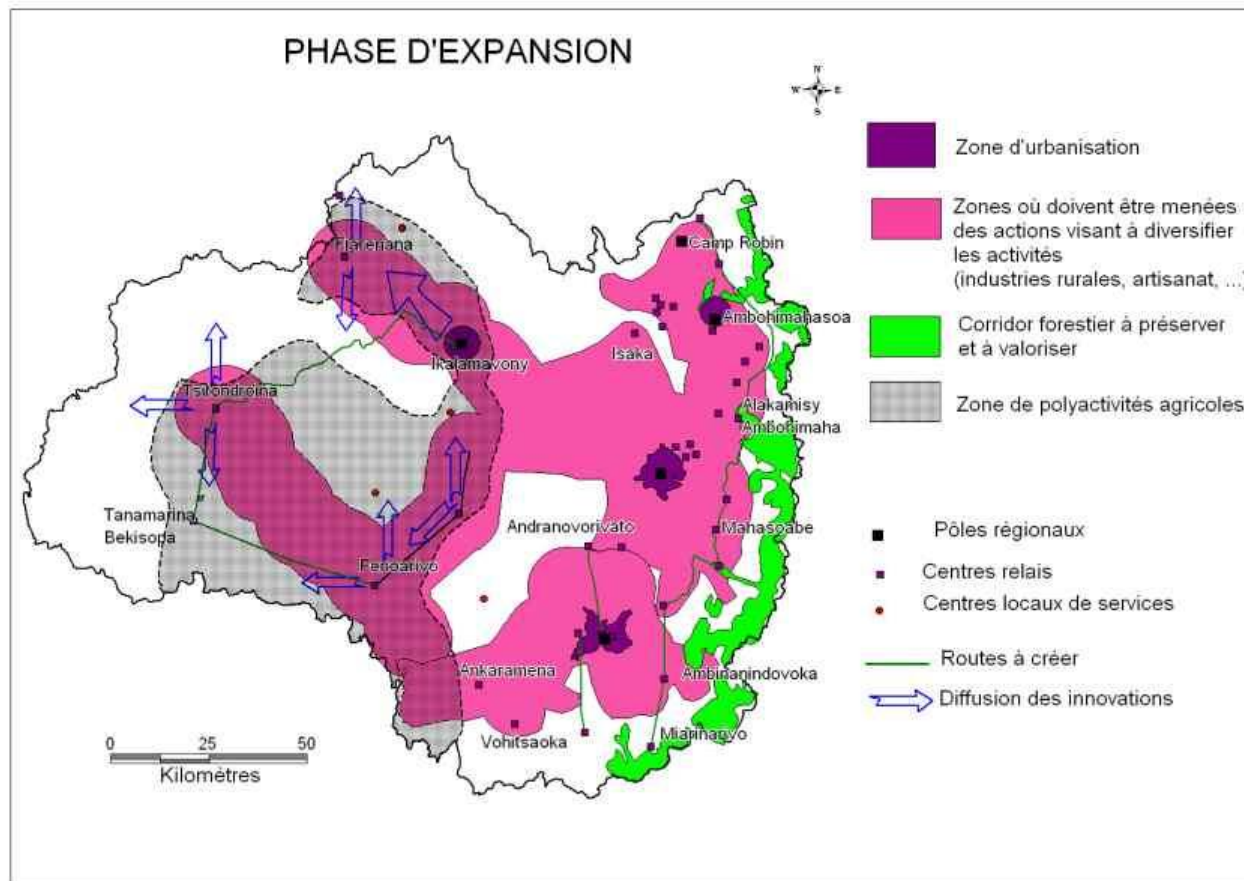
-Diversifier et intensifier les activités

Dans les « zones motrices », et les sous espaces intermédiaires où les agro- systèmes commencent déjà à être suroccupés, il s'agira de l'appui à l'augmentation des rendements par :

- o un meilleur approvisionnement en facteurs de production
- o une relance de toutes les activités de recherche- développement, d'encadrement, de vulgarisation agricole et par la mise en place d'un système de crédit agricole
- o La transformation des produits des filières agricoles porteuses
- o La diversification des cultures de rente

-Renforcer et équiper les centres de services pour qu'ils deviennent des centres de relais vers l'Ouest tout en assumant le rôle d'interface entre les sous espaces intermédiaires et les sous espaces enclavés.

G.3 phase d'expansion



Quant les économies des zones de sous espaces actifs et ous espaces intermédiaires auront connu une croissance suffisante, il sera possibles de commencer à étendre ce dynamisme sur l'ensemble du territoire régional.

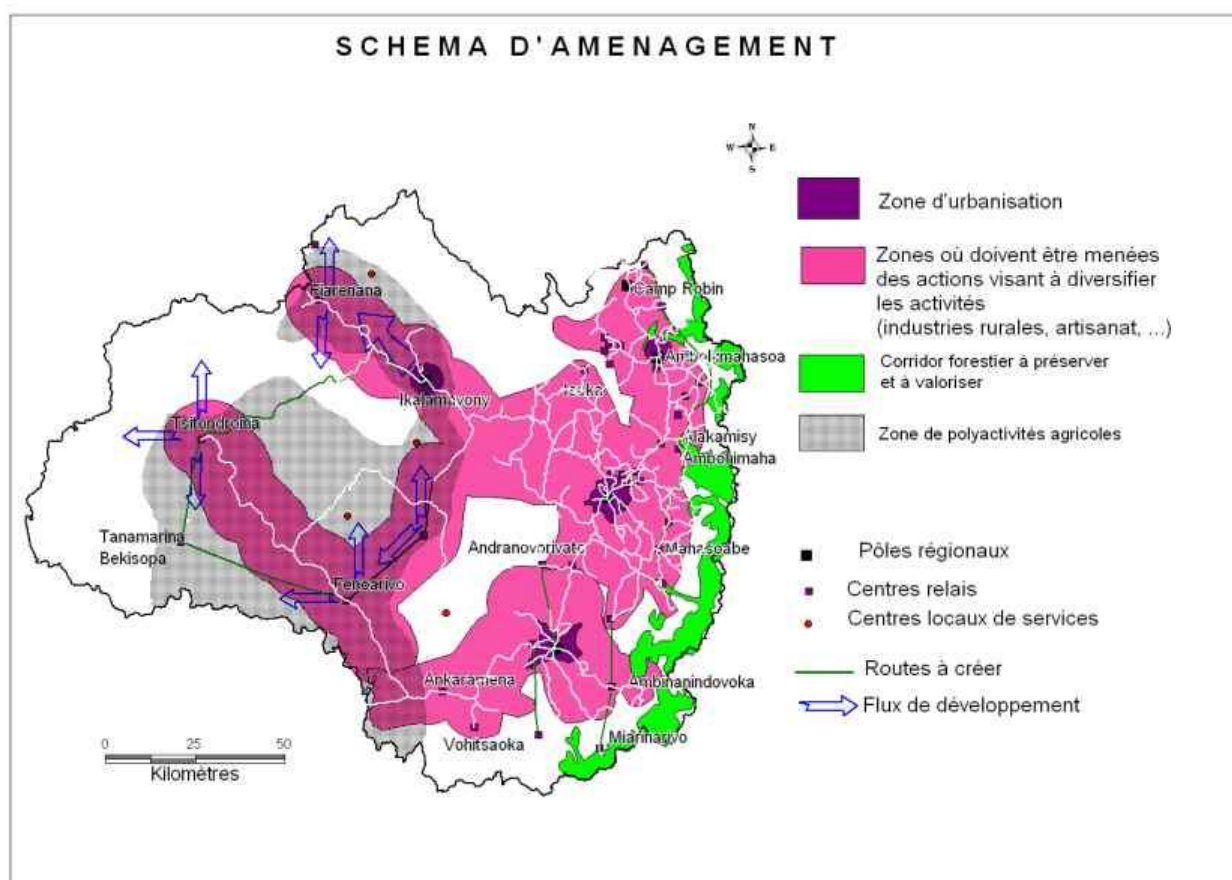
- Etendre le dynamisme en tâche d'huile et le long des axes routiers, devenus permanents est la plus appropriée, les relations de proximité seront importantes et les innovations se diffuseront de proche en proche. Excepté la poursuite des efforts sur les sous espaces « moteurs » et intermédiaires, l'optique sera axée sur l'ouverture d'infrastructures structurantes, le renforcement des activités des centres- relais.
- Développer un réseau de centres de services bien structurés servant de maillon du développement et de diffusion des innovations dans leurs espaces respectifs.
 - o Aménager les pénéplaines de l'Ouest
 - o Par l'intermédiaire de la promotion de la poly activité agricole :
 - o Riziculture : riz irrigué et riz pluvial

- o Cultures pluviales (manioc, arachide, maïs) aux produits stockables et destinés à être commercialisés. La mise en place des infrastructures de distribution (marché, hangar de stockage) sera accompagnée d'activités de valorisation (transformation, conditionnement)

De même, des appuis conséquents seront effectués pour promouvoir l'élevage d'embouche semi- intensif. Dans les zones périphériques des centres locaux, l'élevage laitier constituera en amont la promotion de produits dérivés du lait.

Le long des axes de communication réhabilité et ouverts d'accès rendu permanent, la vulgarisation des cultures maraîchères constituera également une des priorités.

G 4 le schéma régional d'aménagement du territoire



H. STRATEGIES ET PLAN D'ACTION

H.1 définir le plan d'action

- H.11. Priorité à l'intégration locale

Avant même d'intégrer toute la Région, il convient de procéder à une intégration à l'échelle locale. Excepté son coût trop élevé, l'intégration régionale pourrait être dans un premier temps, être contreproductive. En fait, le peu d'activités existant dans les sous espaces enclavés ne pourra pas résister à la confrontation avec ce qui existe dans les villes, les zones rurales actives et certains sous espaces intermédiaires mieux équipés.

Il semble donc nécessaire de donner la priorité au renforcement des liens locaux au développement des économies locales, à leur dynamisation en intégrant plus étroitement les centres à leurs hinterlands respectifs, en développant les relations de proximité entre zones complémentaires.

Ce n'est que lorsque les économies locales seront suffisamment dynamiques et développées et auront acquis des caractères individuels bien marqués qu'il est souhaitable de les connecter les unes aux autres.

- H.12. Fonctionnement avec le maximum d'efficacité des activités des zones motrices (villes et zones rurales actives) afin de rendre possible leurs redistributions vers les autres sous espaces

Il s'agit, avant de disperser les efforts de faire fonctionner et d'utiliser au maximum ce qui existe déjà. Tout plan d'action qui tendrait à disperser les actions :

- serait extrêmement coûteux
 - aboutirait à réaliser des investissements dont la rentabilité serait probablement faible, l'environnement nécessaire au bon fonctionnement d'un projet n'existant pas souvent (énergie, transports, services sociaux, ...)
 - aurait donc une rentabilité économique faible et une rentabilité sociale aléatoire.
- H.13. Importance particulière à accorder beaucoup plus à l'environnement humain et économique des projets qu'à leur aspect purement technique
- H.14. Élaboration des stratégies

Plusieurs voies peuvent permettre d'atteindre le contenu prospectif du SRAT de la Région. Dessiner une stratégie d'aménagement régional, c'est définir ce qui peut être réalisé dans un horizon temporel déterminé, compte tenu des contraintes financières et institutionnelles existantes. Les contraintes économiques et leurs conséquences dans le court terme détermineront probablement la nécessité de continuer à observer la plus grande rigueur quant aux choix des investissements. Cette nécessité constituera une importante contrainte pour le Plan d'action à suivre.

- H.15. Intensification de la réhabilitation, de la rentabilisation ainsi que de la correction des disfonctionnements de l'économie régionale

La nécessité de retrouver une certaine croissance économique passe par la nécessité de réhabiliter les infrastructures existantes et d'utiliser au maximum les capacités installées.

Cela n'exclut pas les programmes déjà arrêtés (PIP, Projets prioritaires dans le PRD et ayant déjà obtenu des financements). Il est donc probable qu'à court terme, les objectifs de rentabilité économique des investissements priment

- H.16. Priorité à accorder à la relance de la production ayant une triple implication du point de vue territorial

- La nécessité de concentrer spatialement les efforts sur les localités offrant les potentialités les plus importantes, sur les sous espaces où la rentabilité des investissements sera la plus élevée.

Il faut pourtant tenir compte que les villes, les zones rurales actives motrices de l'économie régionale devraient voir leurs activités se relancer. A cet effet, des excédents pourront être dégagés et ultérieurement redistribués au profit des autres sous espaces.

- La nécessité d'accorder plus d'importance aux mesures souples dans les domaines de coordination et de l'incitation

A cet effet, la priorité accordée sera incitative, visant à faire faire plutôt qu'à faire.

Compte tenu du volume budgétaire accordé à la Région, il est pratiquement impossible de réaliser des investissements coûteux. Dans ce domaine, il est nécessaire de faire plus et mieux avec les fonds disponibles et d'accorder une attention particulière à toutes les mesures incitatives en impulsant les différents acteurs (CTD, Secteur privé, Communautés de base,...) à agir conjointement avec la Région sur la base des stratégies et actions du SRAT. Un effort important est également à mener avec l'établissement de procédures de concertation et coopération avec l'Etat.

- La mise à disposition dans les sous espaces de la Région de conditions favorables à l'implantation des investissements

Cela se fera de manière progressive. En premier lieu, il s'agira de renforcer les facteurs de localisation des activités dans les villes et zones rurales actives. En deuxième lieu, de mener les actions permettant aux autres sous espaces de s'intégrer physiquement, économiquement et socialement à l'ensemble du territoire régional.

- H.17. les mesures d'ordre institutionnel

- La Région, les Districts et les communes ne disposent que partiellement de moyens techniques, humains et financiers leur permettant d'identifier des projets, de les étudier et de participer à leur financement. Bien que dotées de responsabilités importantes, ces structures de gouvernance ne peuvent que difficilement s'intégrer et s'impliquer dans le processus d'aménagement du territoire régional.

- Les Directions ou Services régionaux pourront assurer la fonction d'assistance, et de consultance y afférente. Néanmoins, avec la modicité des moyens de ces échelons régionaux des différents ministères, ils ne parviennent que de manière limitée à remplir leur mission auprès des structures de gouvernance territoriales.

Préalablement donc, il est nécessaire :

a) De renforcer les capacités techniques et humaines des CTD et des Districts

b) De définir clairement les niveaux de responsabilité des différents intervenants

c) De renforcer les Directions et Services Régionaux afin de leur permettre d'appuyer les structures de gouvernance territoriales

d) De solliciter la collaboration des autres Partenaires Techniques et Financiers dans l'appui à la mise en œuvre du SRAT

e) De définir clairement les rôles et responsabilités de chacun des acteurs du développement régional : Etat, Région, District, Commune, Communautés de base, Investisseurs

f) De définir les interfaces : le cadre dans lequel ils (acteurs) devront coopérer, se concerter, s'épauler mutuellement

g) De définir et mettre en place les moyens humains, techniques et financiers permettant à chacun de jouer son rôle

H.2 déterminer les stratégies

- H.2.1 les décisions prises

La réunion des membres du CRAT du 05/12/08 avait pour objectif de définir ensemble les modalités de mise en œuvre du SRAT. Par rapport à ces modalités, la recherche de synergies et de complémentarités entre les divers projets/actions a été tenue en compte.

De ce fait, il ne s'agit pas d'avoir un volet élevage, un volet transport, etc., mais plutôt de voir comment, pour chaque phase d'orientation de l'aménagement régional, les actions/projets dans ces différents secteurs peuvent être articulés avec chaque rubrique de la légende de la carte. Il faut noter que le détail des actions/projets est déjà libellé dans chaque prospective liée à l'intégration physique, à l'intégration économique et à l'intégration sociale.

De cette manière, les modalités tiennent compte de leur intégration dans chaque phase d'orientation de l'aménagement qui a un caractère pluriannuel.

Dans la combinaison des moyens et ressources, les structures et programmes déjà existants comme le MAP Régional, les PIP des Directions/Services régionaux... (ou potentiels) ont servi de cadre d'intégration des actions/projets.

En outre, l'identification des partenaires a été effectuée sur la base de leur mission institutionnelle et des appuis et moyens qu'ils peuvent potentiellement fournir.

- H.2.2 la maîtrise d'ouvrage et les responsabilités

Chaque type de projet/action inscrit dans les phases d'orientation de l'aménagement fait l'objet d'identification précise des structures qui en seront responsables de sa maîtrise d'ouvrage et celles qui en seront les bénéficiaires.

Le maître d'ouvrage, lors de cette réunion, a été envisagé comme le propriétaire de l'investissement. Les bénéficiaires ont été considérés comme ceux qui jouissent des résultats de chaque projet/action.

C'est donc le maître d'ouvrage qui détermine avec les bénéficiaires d'une part et les partenaires porteurs d'appuis d'autre part, les modalités de mise en œuvre, de gestion et d'entretien des infrastructures et équipements générés par l'investissement.

Les décisions prises sont libellées de la manière suivant:

- dans l'ensemble, la Région est le maître d'ouvrage des actions/projets qui concernent plus d'une commune ou plus d'un District, c'est-à-dire essentiellement les infrastructures/équipements sociaux et économiques qui desservent plusieurs Communes ou un ou plusieurs Districts.

- dans le cadre de la décentralisation, le champ de compétences des Communes urbaines est relativement étendu. De même, par l'importance territoriale des investissements injectés au sein de leurs espaces (cas de Fianarantsoa, d'Ambalavao et d'Ambohimahasoia), elles (Communes urbaines) peuvent prendre des engagements contractuels avec les partenaires Techniques et Financiers et assurer le rôle de maîtres d'ouvrage.

En effet, les retombées spatiales des projets/actions qui y sont investis, dépassent les limites de leurs territoires administratifs.

L'OPCI du fait de sa nature et de ses compétences peut également être maître d'ouvrage.

- Les Directions/Services Régionaux : en collaboration avec la Région, fournissent toutes les informations nécessaires sur les projets/actions que leurs Ministères de rattachement respectifs ont programmés pour la Région.

Détenteurs/identifiants des projets/actions de leurs programmes d'investissements publics sectoriels, ils sont de fait les maîtres d'ouvrage des dits projets/actions.

A son tour, la Région pourra déterminer/identifier dans le cadre du SRAT, les programmes/projets venant en complément avec ceux des Ministères. Elle pourra disposer d'un maximum d'informations sur les projets nationaux d'un point de vue spatial.

De même, en coopération toujours avec la Région, les Directions/Services Régionaux définiront les modalités tendant à rendre cohérentes dans le territoire régional les actions/projets menées de façon dispersée et sectorielle.

Le but étant de parvenir à la localisation cohérente dans l'espace de projets compatibles. De même l'objectif est d'éviter l'éloignement de projets/actions complémentaires (recherche de synergie spatiale).

Le tableau ci-dessous, fruit du travail en atelier mené par les participants à cette réunion, explicite l'ensemble des modalités afférentes aux décisions prises.

Tab. 1 correspondant à l'Image à court terme, Phase PRD

ACTIONS/PROJETS	STRUCTURES D'INTEGRATION	PARTENAIRES	RESPONSABLES		PERIO DE
			MAITRE D'OUVRAGE	BENEFICIAIRE	
Infrastructures d'appuis à la commercialisation, infrastructures de stockage	PRD, MECI, MAEP	CCIA	Région, OPCI	Commune	2009-2013
Barrage	PRD	MAEP, Investisseurs	Région	Commune	2009-2013
Aménagement plaine	PRDR, PIP	MAEP, DRDR	Région, OPCI, Inter-communal	OPCI, Communes concernées	2009-2013
Centre de formation en transformation	PRD	ONN	Région, OPCI	Région ou Commune	2009-2013
Route et Pont	PIP, PRD, PCD	MTPM, FER, CCPREAS	Région, Commune	Région, Commune	2009-2013
Outils de planification	PNAT, PIP	MPF, DAT	Région, Commune	Région, Commune	2009-2013
Téléphone	PRD	Opérateur, MIN.COM	Région, Commune, Opérateur	Région, Commune	2009-2013

Tab.2 correspondant à la phase de renforcement, d'intensification et de diversification

ACTIONS/PROJETS	STRUCTURES D'INTEGRATION	RESPONSSABLES		PARTENAIRES	PERIODE
		MAITRE D'OUVRAGE	BENEFICIAIRES		
PUDI	SRAT, PCD, Monographie, Budget Communal, PIP, Secteurs éducation, santé, etc.	Région, District, Commune	Commune, District		2012
Centre de services, Plan local d'occupation foncière, infrastructures d'appuis à la commercialisation, infrastructures de stockage	SRAT, PCD, Monographie, Budget Communal, PIP, Secteurs éducation, santé, etc.	Région, District, Commune	Commune, District		2012
Centres locaux	SRAT, PRD	Région, commune	Localité		2012
Zone d'ancrage urbain: réserve foncière, plateau d'habitat, voirie, plan d'aménagement	Plan d'urbanisme, MAP Régional	District, OPCI	OPCI, Association de Communes		2010
Zones Relais d'Intégration Ville/Campagne: infrastructures routières, réseau de transport, équipements marchands, communication, énergie	PIP Secteurs, PIP Région	DDR, DRTP, DRDR, STD	Région, Communes	ONG	2010
Zones de colonisation agricole: infrastructures routières à créer, zones de migration, zones d'investissement	SRAT, PRD, PCD	Région, Commune, MPFRF, DAT, MAEP, MTP	Paysans, Migrants et Investisseurs	Investisseurs, Banques et ONG	2012

agricole					
Route à créer	PIP Région, DRTP	Région, OPCI, Association de communes	Communes, VOI	Madagascar National Park, WWF, ERI, Tanintsika, SAGE, etc...	

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Plan d'action pour le Développement Rural, GTDR 6 Haute Matsiatra, Programme Régional de Développement Rural, 37 p et annexes 29p

Région Haute Matsiatra, Plan Régional de Développement, 104p et annexes

Région Haute Matsiatra, Politique Environnementale Régionale, prescriptions environnementales et plan d'actions, Juin 2006, 63 p

Ministère de la Santé du Planning Familial et de la Protection Sociale, Carte caractéristique des formations sanitaires, 2007

ONE, Tableau de Bord Environnemental

Foiben Taotsarintanin'i Madagasikara, BD 100, couches provisoires occupation du sol, population, activités.

PGRM, carte minière